

MISE EN ÉCHEC DE TENTATIVES D'INTRODUCTION DE PRÈS DE 11 QUINTAUX DE KIF TRAITÉ VIA LES FRONTIÈRES AVEC LE MAROC

● Des tentatives d'introduction de près de 11 quintaux de kif traité via les frontières avec le Maroc ont été mises en échec, lors d'opérations exécutées par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP), en coordination avec les différents services de sécurité, durant la période allant du 4 au 10 février en cours, indique, mercredi, un bilan opérationnel de l'ANP.



P.16

ENTRE NOUS

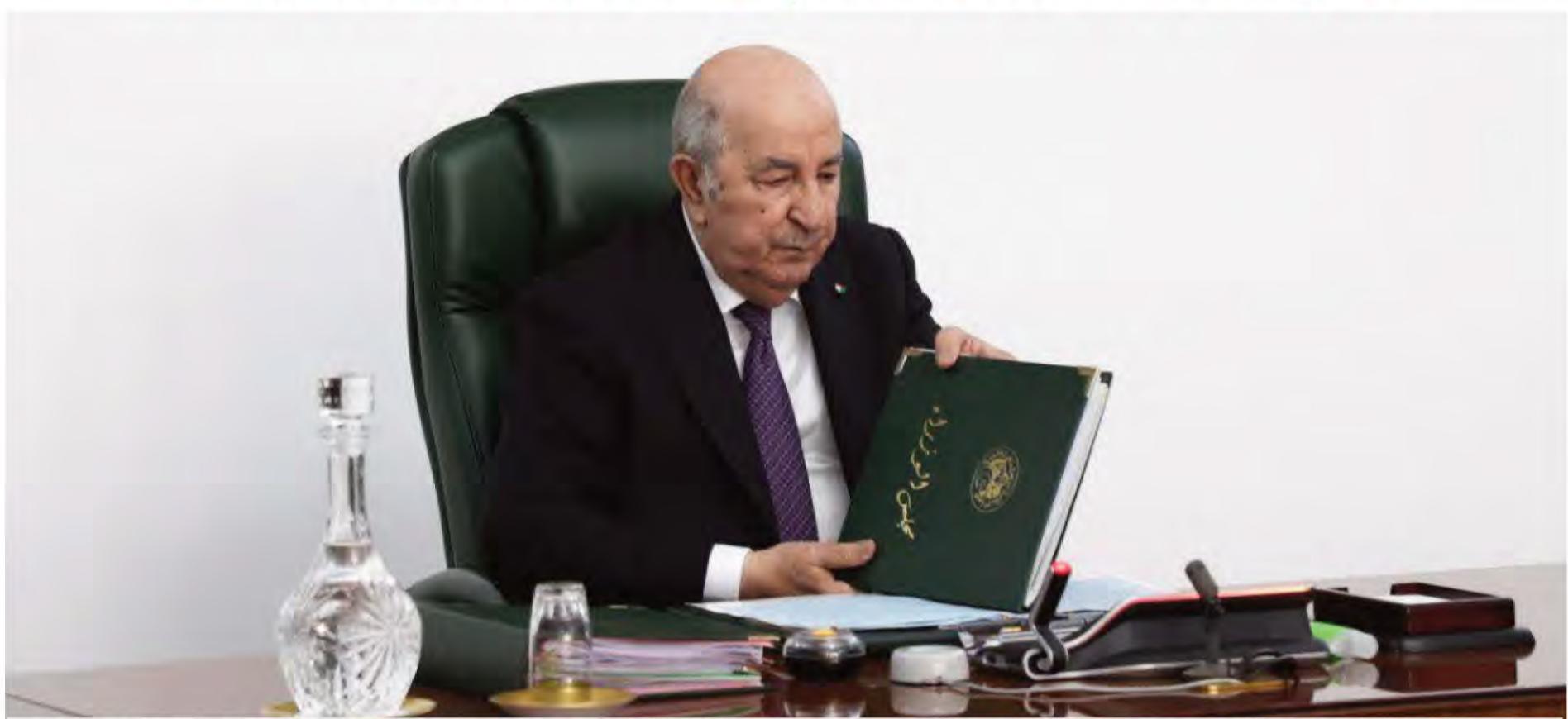
Quotidien national d'information

« La vérité est comme l'eau ; elle prend la forme du récipient qui la contient. » Ibn Khaldoun

Jeudi 24 chaâbane - 12 Février 2026 - N° 1234: ISSN 1112-6167. www.entrenous.dz Prix :25 DA

INSTRUCTIONS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE LORS DU DERNIER CONSEIL DES MINISTRES

ELLES TRADUISENT UNE VOLONTÉ CLAIRE DE RENFORCER L'ÉQUILIBRE RÉGIONAL

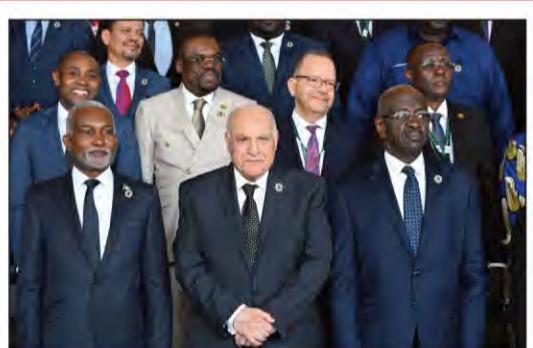


Des économistes ont salué les instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, concernant l'élaboration de programmes de développement complémentaires pour les nouvelles wilayas et la réalisation de stations de dessalement de l'eau à Tamanrasset et Tindouf, à partir du mois de mars prochain, estimant que ces orientations traduisent une volonté politique claire de faire du découpage administratif un véritable levier de développement et de renforcer l'équilibre régional.

P. 3

RÉUNION DU CONSEIL EXÉCUTIF DE L'UA L'ALGÉRIE PLAIDE POUR UNE UNION AFRICAINE FORTE

● Le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a réitéré, mercredi à Addis-Abeba, l'appui constant de l'Algérie à toute initiative destinée à consolider l'Union africaine (UA) et à l'éloigner d'une logique de repli sur elle-même.



P. 7

RÉUNION HIER DU GOUVERNEMENT EXAMEN DU BILAN DE MISE EN ŒUVRE DES DIRECTIVES DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DONNÉES LORS DE LA 6^e RENCONTRE GOUVERNEMENT-WALIS

● Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, mercredi, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen du bilan annuel de mise en œuvre des directives données par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de la 6^e rencontre Gouvernement-Walis, ainsi que l'examen, en deuxième lecture, du projet de déploiement des services de communication par satellite en orbites non géostationnaires (NGSO), indique un communiqué des services du Premier ministre, dont voici le texte intégral :

P. 3

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE L'ALGÉRIE EXPOSE SA STRATÉGIE À ROME

● Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a présenté, mercredi à Rome, les grandes orientations de la stratégie mise en œuvre par l'Algérie pour consolider sa sécurité alimentaire et promouvoir un développement durable, en particulier dans les zones rurales et sahariennes, à l'occasion de sa participation aux travaux de la 49e session du Conseil des gouverneurs du Fonds international de développement agricole (FIDA), selon un communiqué du ministère.

P. 4

FISCALITÉ

LA DGI MOBILISE SES CADRES AUTOUR DES NOUVELLES MESURES DE LA LOI DE FINANCES 2026

La Direction générale des impôts (DGI) a tenu, mardi à Alger, une Journée d'information et de sensibilisation dédiée aux nouvelles dispositions fiscales prévues dans la Loi de finances 2026, selon un communiqué de la DGI.

Par Halim Dardar

Cette rencontre, organisée en présence du Directeur général des impôts, M. Djamel Hanniche, de l'Inspecteur général et de plusieurs cadres centraux, avec la participation par visioconférence de nombreux responsables et cadres des services extérieurs, s'inscrit dans la dynamique engagée par la DGI pour garantir la cohérence législative et accompagner ses structures opérationnelles. Dans une intervention prononcée à cette occasion, M. Hanniche a souligné que cette réunion s'insère dans le cadre du plan stratégique de l'administration fiscale, mettant en relief l'importance capitale qu'elle revêt pour assurer l'appropriation et la compréhension des nouveaux dispositifs et garantir, de ce fait, leur mise en œuvre optimale sur le terrain. Il a expliqué que l'enjeu actuel consiste à améliorer les indicateurs d'efficacité et de performance, tout en accordant une attention soutenue au renforcement des canaux de communication et à



la consolidation de la confiance avec les contribuables, à travers la simplification des procédures et l'accélération du processus de transformation numérique, afin d'assurer un service public de qualité et d'optimiser l'environnement de travail. Au cours de cette Journée d'in-

formation, les cadres de la DGI ont présenté des exposés techniques examinant en détail les différents volets législatifs et de contrôle, portant notamment sur les impôts directs et taxes assimilées, le régime fiscal applicable aux entreprises étrangères, la taxe sur le chiffre d'affaires, ainsi

que les nouveautés relatives aux droits d'enregistrement, aux droits de timbre et aux impôts indirects.

Les participants ont également traité des mesures destinées à renforcer l'inclusion fiscale et financière, des mécanismes de contrôle et d'audit fiscal, des stratégies de prévention et de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, ainsi que du traitement des contentieux fiscaux et des garanties accordées au contribuable.

La rencontre s'est achevée par un débat avec les cadres des services extérieurs, au cours duquel les directeurs centraux ont apporté des éclaircissements précis sur diverses interrogations et préoccupations soulevées, permettant ainsi de lever les aspects techniques complexes et de renforcer la préparation des équipes de terrain, en prévision de l'entrée en vigueur de ces mesures dans des conditions de fluidité et de professionnalisme, conclut le communiqué.

H.D

EVOLUTION DE L'ÉCOSYSTÈME ENTREPRENEURIAL NATIONAL L'ACCOMPAGNEMENT SOUTENU DES STARTUPS PAR LES AUTORITÉS, SOULIGNÉ PAR CHAMSEDDINE BENMOUSSAT

Par Malika Azeb

M. Chamseddine Benmoussat, directeur des startups et des structures d'appui au ministère de l'Économie de la Connaissance, des Startups et des Micro-entreprises, a dressé un état détaillé de l'évolution de l'écosystème entrepreneurial national, caractérisé par une dynamique soutenue, une ouverture à l'international et des évolutions structurantes. Dans son intervention lors d'une émission intitulée « L'invité du jour » sur les ondes de la chaîne 3 de la radio nationale, et revenant sur l'événement qui a eu lieu à Annaba consacré à l'entrepreneuriat, M. Benmoussat a affirmé que la 5e édition de la foire de l'entrepreneuriat d'Annaba (ACF) est devenue une manifestation d'envergure nationale, en soulignant : « Ce qui était au départ un événement régional est aujourd'hui une manifestation à portée nationale et même internationale. » Il a ajouté qu'en plus de la participation des porteurs de projets et des experts issus de 35 wilayas du pays, la présence des délégations étrangères telles que tunisiennes, allemandes et italiennes, en partenariat avec la coopération algéro-allemande (GIZ), constitue un signe de l'attractivité croissante de l'écosystème algérien. M. Benmoussat a précisé que cette dynamique est le résultat de la maturité du tissu local et du rôle clé joué par le centre d'innovation d'Annaba, qui héberge aujourd'hui plus de 50 startups. Il a indiqué que « cette concentration crée une énergie excep-

tionnelle et favorise l'émergence d'événements de plus en plus structurés ». À une question sur l'écho qu'a fait la foire de l'entrepreneuriat d'Annaba sur la scène internationale, Chamseddine Benmoussat a expliqué qu'à l'exemple des partenaires allemands particulièrement impliqués dans la thématique de l'Agri-Tech, ceux-ci portent un grand intérêt pour les compétences locales. « Un expert allemand m'a confié qu'il n'avait jamais vu un gouvernement soutenir autant ses startups », a affirmé M. Benmoussat, insistant sur les compétences et la richesse du capital algérien, notamment chez les jeunes étudiants et entrepreneurs. Évoquant les différentes thématiques abordées lors de la foire de l'entrepreneuriat d'Annaba, telles que l'intelligence artificielle, la santé et l'agriculture, Chamseddine Benmoussat a expliqué que ces sujets reflètent l'orientation stratégique vers des secteurs à forte valeur ajoutée, en précisant que « l'Agri-Tech permet d'augmenter le rendement, d'économiser l'eau et d'apporter plus de précision ». Il a ajouté que ces domaines s'inscrivent dans la transition vers une économie innovante. Revenant sur le parcours des startups, M. Benmoussat a indiqué que « la startup n'est qu'une étape dans un parcours ; lorsqu'elle atteint une certaine maturité, elle doit évoluer vers le scale-up ». Ce nouveau label, mis en place en décembre 2025, consacre des entreprises capables de se développer à l'international et de générer des revenus en devises, sachant que le Comité national d'habilitation, créé en 2020, délivre actuellement quatre

labels, dont le tout récent label. Il a rappelé que le ministère de l'Économie de la Connaissance, des Startups et des Micro-entreprises ambitionne de labelliser au moins une quinzaine de scale-up durant l'année en cours. L'objectif de cette démarche est de préparer l'émergence de champions nationaux et de licornes à l'avenir, conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, consistant à orienter l'économie nationale vers la connaissance, l'innovation et le savoir-faire, en complément des hydrocarbures. Concernant les facilités accordées par le gouvernement aux startups, M. Benmoussat a axé son intervention sur les nombreuses incitations accordées aux micro-entreprises, telles que les exonérations fiscales pouvant atteindre six ans, les procédures 100 % numériques, un accompagnement gratuit et un accès facilité au financement. « Aujourd'hui, un porteur de projet peut créer et développer sa startup sans dépenser un seul dinar au départ », a-t-il souligné. Illustrant ces propos, il a déclaré que « sur plus de 1 100 startups labellisées depuis 2020, seules une dizaine ont cessé leur activité ; cela représente un taux de survie supérieur à 95 % ». Au terme de l'émission, M. Benmoussat a estimé que le rôle des startups dans la gouvernance et la souveraineté des données est jugé stratégique, en affirmant que « nous avons des startups qui développent leurs propres modèles d'intelligence artificielle et des clouds locaux afin de préserver les données sensibles en Algérie ». M.A

DJEZZY ET LA STARTUP YASSIR SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT

L'entreprise Djezzy et la plate-forme multiservices, Yassir, ont signé une convention de partenariat offrant aux clients de Djezzy une expérience utilisateur digitale fluide et sécurisée au sein de l'écosystème Yassir, indique le communiqué, précisant que « désormais, les usagers pourront, en un seul clic, recharger leurs lignes, activer des offres internet ou régler leurs factures directement via l'application ». La même source note que cette collaboration « illustre la volonté des deux entités de créer des synergies technologiques fortes pour simplifier le quotidien des Algériens grâce à des solutions numériques natives ».

Par ailleurs, Yassir rejoint le programme Student Campus, une «initiative durable lancée par Djezzy et Algérie Poste pour ac-

doffer aux clients de Djezzy une expérience utilisateur digitale fluide et sécurisée au sein de l'écosystème Yassir », indique le communiqué, précisant que « désormais, les usagers pourront, en un seul clic, recharger leurs lignes, activer des offres internet ou régler leurs factures directement via l'application ». La même source note que cette collaboration « illustre la volonté des deux entités de créer des synergies technologiques fortes pour simplifier le quotidien des Algériens grâce à des solutions numériques natives ».

Par ailleurs, Yassir rejoint le programme Student Campus, une «initiative durable lancée par Djezzy et Algérie Poste pour ac-

compagner les étudiants algériens », ajoute le communiqué, soulignant que la plateforme multiservices de Yassir «mobilise son expertise technologique pour offrir des avantages privilégiés et des services sur mesure adaptés au mode de vie connecté des étudiants afin de faciliter leur accès aux services digitaux essentiels tout au long de leur parcours universitaire ». A cette occasion, M. Senouci s'est félicité de la concrétisation de ce partenariat avec «un grand acteur du numérique en Algérie», relevant que « cette alliance met en lumière les opportunités qu'offre la numérisation pour le développement de l'économie et le bien-être du ci-

toyen». De son côté, M. Tayebi a indiqué que ce partenariat avec Djezzy, «acteur majeur des télécommunications, est une étape naturelle dans l'expansion de notre écosystème», soulignant qu'«en unissant nos forces technologiques, nous ne nous contenterons pas de simplifier des services, mais nous bâtissons une infrastructure numérique intégrée qui répond aux besoins réels de nos utilisateurs». A travers cet accord, Djezzy «confirme son engagement en faveur de la digitalisation de l'économie nationale et de mettre la technologie au service de la jeunesse algérienne», conclut le communiqué.

R.E

LES NATIONALES ACTUALITÉS

RÉUNION HIER DU GOUVERNEMENT

EXAMEN DU BILAN DE MISE EN ŒUVRE DES DIRECTIVES DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DONT VOICI LE TEXTE INTÉGRAL

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a présidé, mercredi, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen du bilan annuel de mise en œuvre des directives données par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de la 6^e rencontre Gouvernement-Walis, ainsi que l'examen, en deuxième lecture, du projet de déploiement des services de communication par satellite en orbites non géostationnaires (NGSO), indique un communiqué des services du Premier ministre, dont voici le texte intégral :

Le Premier ministre, Monsieur Sifi Ghrieb, a présidé ce mercredi 11 février 2026, une réunion du Gouvernement consacrée aux points ci-après :

Le Gouvernement a examiné le bilan annuel de mise en œuvre des orientations et directives données par Monsieur le Président de la République, lors de la 6^e rencontre Gouvernement-Walis, tenue les 24 et 25 décembre 2024, ainsi que les recommandations issues de cette rencontre, qui portent essentiellement sur la poursuite de la dynamique du développement local, la consolidation de la sécurité alimentaire et hydrique, le renforcement du rôle des collectivités locales en matière de création de richesse et de postes d'emploi, la modernisation des services publics de proximité et la refonte de la gestion urbaine de la ville, pour assurer aux citoyens un cadre de vie de qualité.

Le Gouvernement a également examiné, en deuxième lecture, le projet de déploiement des services de communication par satellite en orbites



non géostationnaires (NGSO).

Le lancement de ces services satellitaires vise à développer l'accès à

Internet haut débit à travers l'ensemble du territoire national, particulièrement dans les zones rurales et

enclavées, et à renforcer la souveraineté nationale dans ce domaine stratégique."

RA/APS

INSTRUCTIONS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE LORS DU DERNIER CONSEIL DES MINISTRES ELLES TRADUISENT UNE VOLONTÉ CLAIRE DE RENFORCER L'ÉQUILIBRE RÉGIONAL

Des économistes ont salué les instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, concernant l'élaboration de programmes de développement complémentaires pour les nouvelles wilayas et la réalisation de stations de dessalement de l'eau à Tamanrasset et Tindouf, à partir du mois de mars prochain, estimant que ces orientations traduisent une volonté politique claire de faire du découpage administratif un véritable levier de développement et de renforcer l'équilibre régional.

A ce propos, l'expert Ishak Kherchi a indiqué à l'APS que les orientations du président de la République confirment la poursuite de l'approche proactive adoptée par l'Etat pour promouvoir un développement équilibré entre les différentes régions du pays, estimant que la décision d'élaborer de nouveaux programmes complémentaires au profit des wilayas les moins développées, notamment celles récemment créées, "réflète une volonté politique claire de faire du découpage administratif un véritable levier de développement".

M. Kherchi a souligné que ces orientations s'inscrivent dans une vision globale considérant le développement local comme la pierre angulaire de la construction d'une économie nationale équilibrée, ajoutant que le rapprochement de l'administration et des moyens des citoyens doit s'accompagner de la mise en place de projets structurants et de services à même d'améliorer la qualité de la vie et de renforcer l'attractivité économique de ces territoires.

Et de préciser que la réalisation de programmes complémentaires dans les wilayas nouvellement

créées constitue un mécanisme permettant de doter ces régions des moyens nécessaires à travers des investissements publics, notamment dans les infrastructures, les équipements vitaux et les projets créateurs de richesse.

Ces projets complémentaires, a-t-il ajouté, "ne servent pas uniquement l'aspect social, mais posent les bases d'une économie locale capable de générer une dynamique autonome et durable et de réaliser l'équilibre régional, garantissant la stabilité et l'ouverture de nouvelles perspectives d'investissement dans ces régions aux ressources naturelles et humaines prometteuses".

Concernant les orientations du président de la République relatives au lancement, dans les plus brefs délais, de la réalisation de deux stations de dessalement de l'eau à Tamanrasset et Tindouf, l'expert a estimé que cela met en évidence "la priorité absolue accordée par le président de la République à la garantie de la sécurité hydrique, notamment dans les wilayas du Grand Sud confrontées à des défis climatiques et naturels spécifiques".

L'économiste Abdelkader Slimani a, lui aussi, mis en avant l'importance des orientations du président de la République relatives à l'élaboration de programmes de développement complémentaires pour les nouvelles wilayas dans le cadre de la politique de "l'équité territoriale", précisant que ces programmes doivent couvrir les secteurs du logement, des infrastructures et des équipements publics.

Ces programmes constitueront un levier de développement local garantissant l'équilibre régional dans

la répartition des investissements publics et des infrastructures, notamment au profit des populations de ces wilayas, a-t-il expliqué.

Dans le même sillage, l'expert a rappelé les projets dont ont récemment bénéficié les wilayas de Khenchela, Tissemsilt et Djelfa, ayant "contribué à la création de milliers d'emplois, à la réalisation de nouvelles routes et à l'attraction d'investissements dans le domaine des infrastructures de base, tout en créant de nouveaux pôles économiques et de développement".

Ces programmes, a-t-il ajouté, peuvent servir de modèle de développement pour d'autres régions, saluant la politique d'équilibre régional et de création de richesse au niveau des Hauts Plateaux et des régions frontalières, notamment après l'inauguration par le président de la République de la ligne ferroviaire minière Ouest.

Pour rappel, le président de la République a ordonné, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidé mardi, d'élaborer de nouveaux programmes complémentaires au profit des wilayas les moins développées, notamment celles récemment créées, saluant la concrétisation de tous les programmes complémentaires et la mise en œuvre de leurs projets dans les délais prévus.

Il a aussi ordonné le lancement de la réalisation de deux stations de dessalement de l'eau à Tamanrasset et Tindouf, au profit des habitants de ces deux wilayas, insistant sur le caractère stratégique de ces deux projets pour les habitants du Grand Sud.

R.A

DÉCISIONS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE LORS DU DERNIER CONSEIL DES MINISTRES LARGEMENT SALUÉES PAR LES CITOYENS DES WILAYAS DE L'OUEST ET DU SUD-OUEST

Des citoyens et des associations des wilayas de l'Ouest et du Sud-ouest du pays ont salué, mercredi, les orientations données par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au gouvernement lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidé mardi, soulignant la nécessité de réunir toutes les conditions favorables pour permettre aux citoyens de passer le mois sacré de Ramadhan dans la séérénité et la tranquillité, ainsi que d'assurer une prise en charge optimale des différents aspects du cadre de vie. A Oran, des citoyens ont exprimé leur satisfaction quant aux instructions adressées par le président de la République au gouvernement, notamment celles relatives à la mobilisation accrue des pouvoirs publics et à une interaction positive face aux préoccupations des citoyens durant le mois de Ramadhan. Ils ont estimé que ces décisions, qui coïncident avec les mesures prises pour garantir la disponibilité des produits et leur répercussion sur les prix, traduisent la volonté des hautes autorités du pays de préserver le pouvoir d'achat des citoyens à la veille d'une occasion religieuse et sociale ayant une spécificité et une importance particulières chez les Algériens. Dans la wilaya de Mostaganem, le coordinateur de wilaya de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), Mohamed

Hadj-Taïfour, a salué ces décisions favorables au citoyen, mettant en avant l'engagement des commerçants et les opérateurs économiques dans l'animation du mouvement commercial et la garantie de la disponibilité des produits agricoles et des biens de première nécessité, à travers l'ouverture de 20 espaces commerciaux dans la wilaya à cette occasion. Des échos similaires ont été enregistrés dans la wilaya de Mascara, où des associations de la société civile, telles que "Ness El-Khi" et "Activités des jeunes de la commune de Mascara", ont salué les conclusions du Conseil des ministres, estimant qu'elles permettront de répondre aux besoins des citoyens et de leur assurer de bonnes conditions durant le mois sacré. Ces associations ont souligné que ces décisions et orientations sont toutes au service du citoyen, en garantissant, notamment, la disponibilité des produits alimentaires à des prix raisonnables, en renforçant le développement des nouvelles wilayas récemment créées et en soutenant l'approvisionnement en eau potable et en eau d'irrigation dans le Sud du pays. A Ain-Témouchent, le président du bureau de wilaya de l'Organisation nationale de l'environnement et de la citoyenneté, Mourad El-Hadi, a estimé que les conclusions du dernier Conseil des ministres confirment l'engagement du président de la République

à répondre aux préoccupations des citoyens, notamment en matière d'approvisionnement régulier en eau potable. Il a également salué la décision d'élaborer de nouveaux programmes complémentaires au profit des wilayas les moins développées, permettant de concrétiser un équilibre de développement entre les différentes régions du pays et d'assurer un véritable décollage pour les wilayas récemment créées. Le même sentiment de satisfaction a été exprimé par des citoyens de la wilaya de Sidi Bel-Abbes, qui ont souligné que les projets de dessalement de l'eau dans le Grand Sud (Tindouf et Tamanrasset) auront un impact positif sur l'approvisionnement des populations en cette ressource vitale. Concernant les programmes complémentaires destinés aux wilayas les moins développées, des jeunes de la daïra de Telagh, ont mis en avant l'importance de ces programmes pour renforcer les infrastructures et créer de nouveaux emplois, ajoutant que l'élaboration de nouveaux programmes pour les wilayas récemment créées constitue une étape importante vers un développement équilibré entre les différentes régions. A Tindouf, les citoyens ont salué la décision du président de la République de réaliser une station de dessalement d'eau, considérant ce projet comme une étape stratégique pour renforcer la sécurité

hydrique, garantir un approvisionnement régulier en eau potable, mettre fin aux perturbations enregistrées dans certains quartiers et améliorer le cadre de vie des habitants. S'agissant des programmes complémentaires au profit des wilayas les moins développées, des citoyens de Tindouf ont rappelé que le programme complémentaire dont a bénéficié précédemment la wilaya a contribué à accélérer la réalisation de projets vitaux touchant aux secteurs des ressources en eau, des travaux publics, du logement et de la santé, ainsi qu'au soutien à l'investissement et au désenclavement, renforçant ainsi la position de Tindouf comme pôle économique prometteur dans le Sud-ouest du pays. En ce qui concerne le mois sacré de Ramadhan, les citoyens ont exprimé leur satisfaction quant à la disponibilité des produits de grande consommation et ont salué l'insistance du président de la République sur la nécessité de veiller à ce que cette disponibilité se reflète sur les prix. A Tissemsilt, qui a également bénéficié d'un programme complémentaire de développement accordé par le président de la République, les citoyens ont salué les nouvelles décisions, estimant qu'elles contribueront à dynamiser le développement global, à désenclaver les régions, à créer des emplois et à impulser une nouvelle dynamique dans tous les secteurs.

R.A

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'ALGÉRIE EXPOSE SA STRATÉGIE À ROME

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a présenté, mercredi à Rome, les grandes orientations de la stratégie mise en œuvre par l'Algérie pour consolider sa sécurité alimentaire et promouvoir un développement durable, en particulier dans les zones rurales et sahariennes, à l'occasion de sa participation aux travaux de la 49e session du Conseil des gouverneurs du Fonds international de développement agricole (FIDA), selon un communiqué du ministère.

Par Youcef Hamidi

Dans son intervention, le ministre a détaillé les différents projets de développement que le Gouvernement œuvre à concrétiser au profit des agriculteurs et des éleveurs dans les régions rurales, arides et semi-arides, notamment les Hauts Plateaux et le Sud, en mettant l'accent sur le raccordement des exploitations agricoles au réseau électrique, l'aménagement de pistes rurales et la mise à disposition d'infrastructures essentielles aux investisseurs dans les cultures sahariennes, telles que les routes, les télécommunications et les plateformes logistiques, précise la même source.

Il a, en outre, insisté sur l'importance capitale accordée par les pouvoirs publics à la modernisation du secteur agricole, fondée sur la recherche scientifique, l'intégration des technologies, l'innovation et la numérisation, dans l'objectif d'accroître la productivité, d'optimiser l'utilisation des ressources naturelles et de rationaliser les moyens financiers.

En marge des travaux de cette 49e session, tenue les 10 et 11 février, le ministre a multiplié les échanges avec plusieurs de ses



homologues des pays participants et a eu un entretien bilatéral avec le président du FIDA, Alvaro Lario, avec lequel il a exa-

FINANCES

AU MOINS CINQ START-UP ATTENDUES À LA BOURSE D'ALGER EN 2026

Au moins cinq start-up et scale-up (start-up en croissance accélérée) devraient faire leur entrée à la Bourse d'Alger en 2026 afin de lever des fonds pour financer leur développement, a indiqué mercredi un responsable du ministère de l'Économie de la connaissance, des start-up et de la micro-entreprise.

"En 2026, nous aurons au minimum cinq start-up et scale-up qui entreront en Bourse pour valoriser leurs activités", a déclaré, à la Radio nationale, le directeur des start-up et des structures d'appui au ministère, Chems Eddine Benmousset.

Selon lui, plusieurs demandes d'entreprises innovantes souhaitant accéder au marché boursier sont actuellement à l'étude. Les sociétés concernées opèrent notamment dans les secteurs de l'agriTech, de la healthTech, du

commerce électronique et de l'intelligence artificielle. M. Benmousset a précisé qu'un dispositif spécifique, mis en place par le ministère des Finances et la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (COSOB), prévoit des facilités pour ces entreprises, notamment l'exonération des frais d'introduction en Bourse.

Il a rappelé qu'en début 2025, la société "Moustachir" est devenue la première start-up à intégrer la Bourse d'Alger pour se financer via le marché boursier.

Depuis la mise en place du comité de labellisation en 2020, plus de 1.100 start-up ont obtenu le label officiel, a-t-il indiqué, ajoutant que d'autres entreprises innovantes exercent sans être labellisées.

Le ministère ambitionne par ailleurs d'ac-

compagner 16 start-up vers le statut de scale-up en 2026, avec pour objectif à terme l'émergence d'une entreprise valorisée à un milliard de dollars, a-t-il ajouté.

Concernant le Prix du Président de la République de la meilleure start-up, récemment institué, M. Benmousset a indiqué que le comité chargé de son organisation sera installé dans les prochaines semaines et définira les critères de sélection. La distinction sera remise lors de la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat prévue en novembre.

Il a également annoncé la reprise de la Conférence nationale des start-up (Algérie Disrupt), qui se tiendra cette année dans plusieurs wilayas.

R.E

SALON " MÉCHANICA ALGÉRIE SIGNATURE DE 16 MÉMORANDUMS D'ENTENTE

Seize (16) mémorandums d'entente ont été signés, mercredi à Oran, entre des filiales économiques relevant du secteur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et des opérateurs économiques et industriels, dans le cadre du renforcement du partenariat entre l'université et son environnement économique.

Ces accords, qui visent également à promouvoir l'innovation et à connecter la recherche scientifique aux besoins de l'industrie nationale, ont été signés en marge du salon international " Méchanica Algérie ", dont les travaux se poursuivent jusqu'au 12 février 2026 au Centre des conventions d'Oran, en présence de représentants des parties concernées.

Les conventions concernent huit filiales économiques relevant du secteur de l'Enseignement su-

périeur et de la Recherche scientifique, huit entreprises économiques ainsi qu'une startup.

Le sous-directeur de l'innovation et de la veille technologique au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Hichem Cherfi, a précisé que ces mémorandums s'inscrivent dans la stratégie du secteur visant à établir des passerelles efficaces entre les filiales économiques, les startups et les micro-entreprises issues des résultats de la recherche scientifique, afin de valoriser les produits de la recherche et de les transformer en produits et services commercialisables.

Il a ajouté que parmi les objectifs fixés à travers ces partenariats figurent l'augmentation du taux d'intégration industrielle et le renforcement de la sous-traitance, à travers l'accroissement de la part

des composants locaux dans l'industrie nationale, ainsi que la mise en valeur des équipements et du matériel disponibles au sein des établissements d'enseignement supérieur et de recherche scientifique, permettant ainsi aux opérateurs économiques d'en bénéficier pour développer leurs projets.

M. Cherfi a également mis en avant le rôle central de la plate-forme numérique " El Bahth ", relevant du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, qui regroupe le parc technologique du secteur au sein d'une plateforme unifiée et fournit des informations précises sur plus de 1.800 laboratoires scientifiques à travers le pays, ainsi qu'environ 30 centres de recherche et plusieurs interfaces universitaires, facilitant ainsi l'accès des opérateurs économiques aux services et produits

issus de la recherche.

Le même responsable a souligné que la valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation constitue l'un des axes majeurs du secteur.

Les chercheurs et enseignants s'orientent vers les filiales économiques pour proposer des offres de services et des solutions innovantes répondant aux besoins du marché, tandis que ces filiales jouent le rôle d'interface commerciale pour mettre en relation les porteurs de projets avec les opérateurs économiques, en mettant l'accent sur l'exploitation des brevets déposés et enregistrés, notamment dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la sécurité énergétique et de la santé du citoyen.

R.E

miné les perspectives de renforcement de la coopération et du partenariat entre l'Algérie et cette institution internationale, notamment en matière d'assistance technique, a ajouté le communiqué.

Par ailleurs, cette session a permis de passer en revue les principales réalisations du FIDA au cours de l'année écoulée et d'évaluer l'état d'avancement de la mise en œuvre de ses stratégies destinées à soutenir les petits agriculteurs, à consolider la sécurité alimentaire et à améliorer les conditions de vie en milieu rural, particulièrement face aux défis mondiaux croissants liés au changement climatique, à la flambée des prix des produits alimentaires et aux crises économiques et géopolitiques persistantes.

Les travaux ont également porté sur les mécanismes visant à renforcer la résilience des communautés rurales face aux effets du changement climatique et à élargir l'éventail des projets consacrés à l'amélioration de la productivité agricole et à la gestion durable des ressources naturelles, conformément aux Objectifs de développement durable fixés à l'horizon 2030, conclut le communiqué.

Y.H

CONSTANTINE

MOBILISATION POUR LA RELANCE DURABLE DE LA FILIÈRE AVICOLE

La Chambre de l'agriculture de la wilaya de Constantine organise, en coordination avec la Direction des services agricoles, des ateliers de débat consacrés à la filière avicole, ces rencontres, entamées mardi, visant à améliorer la situation actuelle de cette activité.

Par Hamida Indja

Selon le président de la Chambre de l'agriculture, Mehdi Dali, l'objectif principal de ces ateliers est de diagnostiquer la réalité de la filière dans la wilaya et d'identifier les principales difficultés rencontrées par les éleveurs et les opérateurs du secteur. Il s'agit également de proposer des solutions pratiques et applicables sur le terrain afin d'améliorer l'organisation et la rentabilité de cette activité.

Les discussions portent notamment sur la régulation de la production, la maîtrise des coûts liés aux intrants, la valorisation du produit local, ainsi que la garantie d'une commercialisation dans des conditions transparentes et organisées. L'objectif est d'éviter les déséquilibres du marché et de préserver les intérêts des producteurs comme des consommateurs.



Organisés à l'Institut national de la nutrition, de l'alimentation et des technologies agroalimentaires de l'Université Constantine 1, ces ateliers réunissent différents acteurs de la filière, notamment des éleveurs de volailles, des investisseurs, des vétérinaires et des chercheurs universitaires. Cette diversité permet

un échange d'expériences et de propositions entre les professionnels et les spécialistes.

Plusieurs axes importants sont abordés lors de ces rencontres, tels que la qualité du poussin, l'alimentation animale, les intrants, ainsi que l'aspect sanitaire, comprenant la prévention et le

traitement des maladies. L'organisation professionnelle et les modalités de commercialisation figurent également parmi les points centraux des débats.

Les responsables estiment que l'organisation de la filière avicole est aujourd'hui une nécessité pour garantir l'abondance du produit sur le marché local et assurer une meilleure stabilité des prix. Une filière mieux structurée permettra de protéger les revenus des éleveurs tout en préservant le pouvoir d'achat des consommateurs.

De son côté, le président de l'Association des éleveurs de volailles de la wilaya, Chérif Boukherissa, a souligné que ces ateliers représentent une véritable opportunité pour exposer les préoccupations des professionnels et renforcer la coordination entre les différents intervenants du secteur.

Enfin, plusieurs participants ont proposé la création de coopératives professionnelles regroupant éleveurs et opérateurs économiques. Cette initiative permettrait d'acheter les intrants à des prix préférentiels, de mieux organiser les quantités produites et de faciliter la commercialisation du produit, contribuant ainsi à une plus grande stabilité et compétitivité du secteur avicole local.

H.I

BLIDA

160 MILLIONS DA POUR LA RÉALISATION DE PROJETS DE DÉVELOPPEMENT À CHIFFA

La commune de Chiffa, à l'ouest de la wilaya de Blida, a bénéficié dernièrement d'une enveloppe de 160 millions de DA destinée à la réalisation de plusieurs projets de développement, a-t-on appris mercredi auprès de cette collectivité locale.

Selon le président de l'Assemblée populaire communale (APC), Khaled Nabil, cette dotation destinée à la commune de Chiffa, au titre de l'exercice 2026, se répartit entre 100 millions DA inscrits dans le cadre du programme de soutien au développement social et 60 millions DA au titre du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales. Elle permettra la concrétisation de nombreuses opérations visant à améliorer le cadre de vie des citoyens, a-t-il ajouté.

Il s'agit de 10 projets relatifs aux secteurs des

travaux publics, des ressources en eau, de l'éducation et de la santé, proposés et validés sur la base des préoccupations exprimées par les habitants lors de rencontres organisées avec les acteurs de la société civile.

Dans le secteur des travaux publics, qui a bénéficié de la plus grande part de l'enveloppe, il est prévu le revêtement, l'aménagement et l'installation de l'éclairage public dans plusieurs quartiers, notamment ceux des 162 logements à Sidi El Madani, "Boudissa Kouider", "Rambrai gauche", "Nedjar Cherif" et Haouch "Kelim" au village Ahl El Oued.

S'agissant des ressources en eau, des travaux de réhabilitation des réseaux d'assainissement sont programmés dans les quartiers "Mahfoudh

Zedri" et des 120 logements (route de Médéa), sur un linéaire de 1.750 mètres, ainsi que dans les cités Chellalkha et Haroun.

Le secteur de l'éducation bénéficiera de la réalisation de quatre (4) salles de classe à l'école "Ferdja Kouider" et d'une cantine scolaire à l'école primaire "Chergui Yahia" à Sidi El Madani.

Par ailleurs, une salle de soins sera réalisée au quartier "Sebaa Chouhadas Bazar", au titre du renforcement des infrastructures sanitaires de la commune.

M.Khaled Nabil a souligné que les cahiers des charges relatifs à ces projets ont été finalisés et sont actuellement en cours de procédures administratives.

R.R

TIPASA PRÈS DE 5.600 LOGEMENTS RACCORDES À L'ÉLECTRICITÉ ET AU GAZ EN 2025

La direction de la distribution de l'électricité et du gaz de la wilaya de Tipasa a procédé, en 2025, au raccordement de près de 5.600 logements aux réseaux d'électricité et de gaz, a-t-on appris mardi auprès de cet organisme. Selon la même source, l'année 2025 a vu le raccordement de 1.716 foyers au gaz naturel grâce à un réseau de plus de 93 kilomètres, réalisé dans le cadre d'un programme spécial destiné aux zones reculées.

Ces projets, qui ont permis de porter le taux de raccordement au gaz naturel à 88 % et ont mobilisé une enveloppe de 300 millions de DA, ont profité à plusieurs zones rurales et montagneuses, notamment dans les communes de Damous, Fouka, Gouraya, Sidi Amar, Menaceur, Arhat, Chaïba et Sidi Ghilès.

Par ailleurs, 3.860 unités de logements situées dans de nouveaux quartiers ont été

raccordées à l'électricité et au gaz, dont 1.391 unités de la formule location-vente (AADL), 2.266 logements sociaux et 203 logements promotionnels aidés (LPA), répartis sur les communes de Tipasa, Fouka, Ahmer El Ain, Bou Ismail, Hattatba, Cherchel, Hadjout, Menaceur, Sidi Ghilès, Sidi Amar, Gouraya, Messelmoun, Bourkika et Damous.

Dans le secteur de l'éducation, 12 établissements scolaires ont été raccordés aux réseaux d'électricité et de gaz naturel, dont huit (8) écoles primaires, deux (2) Collèges d'enseignement moyen (CEM) et deux (2) lycées.

Dans le secteur agricole, 232 exploitations agricoles ont bénéficié d'un raccordement à l'électricité, en 2025, tandis que 10 installations relevant du secteur des ressources en eau ont également été raccordées au réseau électrique, selon la même source.

R.R

EL BAYADH

LE SECTEUR DE LA SANTÉ SE DOTE DE NOUVEAUX SERVICES SPÉCIALISÉS

Le secteur de la santé dans la wilaya d'El Bayadh s'est renforcé avec la mise en service de trois nouveaux services médicaux spécialisés, a indiqué, mardi, un communiqué des services de la wilaya.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie visant à développer la carte sanitaire et à améliorer le niveau de prise en charge médicale au profit des citoyens de la wilaya d'El Bayadh, ces services concernent une unité d'oncologie, ce qui représente une étape importante à même de renforcer les services médicaux de proximité et spécialisés.

Les nouveaux services concernés sont la médecine anatomo-pathologique, l'ophtalmologie et la médecine du travail. Leur mise en service devrait donner une forte impulsion au secteur de la santé dans la wilaya, à travers l'amélioration de la qualité du service public offert, répondant ainsi aux attentes des citoyens en matière de qualité d'accueil, de bonne orientation, de rapidité de prise en charge et de traitement, tout en assurant une exploitation optimale des espaces disponibles au sein de l'unité des maladies cancéreuses. Cela permettra la création d'un pôle médical intégré, facilitant le parcours de soins du patient.

Cette démarche s'inscrit également dans une série de projets visant à développer les structures sanitaires de la wilaya et à assurer les moyens matériels et humains nécessaires, garantissant ainsi une prise en charge sanitaire à la hauteur des attentes des habitants de la wilaya d'El Bayadh, a ajouté la même source.

R.R

TRANSPORT AÉRIEN

RYANAIR RENFORCE SON ALLIANCE AVEC CFM

La compagnie aérienne irlandaise Ryanair, leader du transport low cost en Europe, a annoncé le 10 février 2026 la signature d'un accord pluriannuel de plusieurs milliards de dollars avec CFM International, la coentreprise entre Safran Aircraft Engines et GE Aerospace.

Par Rihab Taleb

Ce contrat historique couvre la fourniture de pièces détachées et la maintenance des moteurs CFM56-7B et LEAP-1B, qui équipent les Boeing 737 NG et 737 MAX de la flotte Ryanair.

La compagnie aérienne collabore avec CFM depuis 1998, mais ce nouvel accord marque une étape décisive. La compagnie s'engage à acheter l'intégralité de ses pièces détachées moteurs directement auprès de CFM, sécurisant ainsi ses approvisionnements dans un contexte mondial de pénurie d'avions neufs et de forte demande en maintenance. En parallèle, un contrat de service couvrira la maintenance des moteurs jusqu'à ce que Ryanair inaugure ses propres ateliers MRO (Maintenance, Repair and Overhaul).



L'accord prévoit la construction de deux usines de maintenance en Europe continentale ; la première devrait être opérationnelle dès 2028. Ces infrastructures permettront à Ryanair d'internaliser progressive-

ment la maintenance de ses moteurs, une première pour la compagnie, qui externalisait jusqu'ici ce service. Selon Michael O'Leary, directeur général de Ryanair, cette stratégie vise à sécuriser les appro-

visionnements en pièces détachées pour les 15 prochaines années.

Fondée en 1984 par Tony Ryan, Ryanair est devenue la première compagnie aérienne européenne en nombre de passagers transportés. En 2025, elle a accueilli près de 200 millions de voyageurs, avec un taux de remplissage de 96 % sur plus de 114 000 vols mensuels. Sa flotte compte plus de 630 avions Boeing 737, et le groupe prévoit d'atteindre 800 appareils et près de 2 000 moteurs d'ici 2034.

Le groupe Ryanair Holdings regroupe plusieurs filiales : Buzz (Pologne), Lauda (Autriche), Malta Air et Ryanair UK, ce qui lui permet de couvrir 37 pays et plus de 228 destinations. Avec plus de 26 000 employés en 2025, Ryanair est non seulement un pilier du transport aérien, mais aussi un employeur de poids en Europe. En sécurisant ses pièces détachées et en investissant dans ses propres ateliers, la compagnie se dote d'un avantage compétitif durable.

Ryanair poursuit son expansion avec l'ouverture de nouvelles bases en 2026, notamment à Tirana, tout en ajustant son réseau pour répondre aux évolutions du marché.

R.T

EURO NUMÉRIQUE LES EURODÉPUTÉS DONNENT LEUR ACCORD

Par Nawal Bordji

Les eurodéputés ont approuvé mardi, à titre préliminaire, la création d'une monnaie électronique commune, destinée à contester l'hégémonie des systèmes de transaction états-unis. Cette version dématérialisée de la devise unique, dont l'émission par la BCE est espérée avant 2030, ambitionne de restaurer la maîtrise européenne des échanges monétaires, actuellement accaparés par des enseignes comme Visa ou Mastercard.

Reuni à Strasbourg pour évaluer le rapport annuel de l'institution monétaire, l'hémicycle a voté deux propositions modifiant le texte. Le premier dispositif adopté — 438 voix pour, 158 contre — souligne l'importance d'un tel instrument pour diminuer la dispersion des outils de paiement, consolider l'intégrité du marché intérieur et conforter l'indépendance financière de l'Union. Cette large adhésion témoigne d'une appréciation partagée quant à l'intérêt géostratégique du dispositif.

L'euro numérique permettra d'effectuer des opérations courantes — commerces, transactions immatérielles, paiements interpersonnels — sans frais supplémentaires. La Banque centrale européenne, qui y réfléchit depuis cinq ans, programmée une expérimentation en conditions réelles pour 2027. Sous condition d'un encadrement juridique finalisé cette année, la diffusion officielle pourrait s'opérer en 2029.

Cette base législative requiert une validation conjointe des représentants des citoyens et des capitales. Les chefs d'Etat et de gouvernement se sont déjà prononcés en faveur du schéma proposé par Bruxelles. Les parlementaires n'entameront quant à eux l'examen approfondi du texte qu'au

second trimestre.

La veille du vote, lors d'une intervention strasbourgeoise, Christine Lagarde a sollicité un appui rapide des élus tout en répondant aux critiques récurrentes. Détracteurs et sceptiques redoutent une érosion de la vie privée ou l'éviction progressive du numéraire tangible. La dirigeante a balayé ces craintes, certifiant que l'institution bancaire « n'aura pas accès aux informations nominatives » des détenteurs et que « l'euro numérique n'a nullement vocation à se substituer aux espèces ». Au-delà de la confidentialité, l'entreprise revêt une portée éminemment politique. La présidente de la BCE alerte sur la nécessité de ne pas « demeurer inféodés à des opérateurs non européens pour des prestations vitales à notre vie économique ». L'usager conservera la faculté d'adopter ou non ce nouveau moyen de paiement, envisagé comme une réponse souveraine à l'hyperconcentration planétaire des circuits financiers.

Le calendrier demeure ambitieux. D'ici deux ans, la BCE doit parachever l'architecture technologique et normative du mécanisme, puis inaugurer la phase d'essai. L'année 2029 pourrait ensuite consacrer le déploiement intégral de l'euro numérique, jalon essentiel dans l'adaptation du continent aux mutations de la finance digitale et à la rivalité globale. Derrière l'innovation monétaire se profile une ambition plus vaste : l'Europe entend préserver ses infrastructures névralgiques et proposer à ses ressortissants une solution de transaction fiable et indépendante. Alors que la virtualisation des échanges s'intensifie, cette monnaie électronique est appelée à structurer, pour les prochaines décennies, la politique européenne d'autonomie économique.

N.B

PAYSAGE PHARMACEUTIQUE MONDIAL ASTRAZENECA MÈNE LA DANSE DANS LA RECOMPOSITION THÉRAPEUTIQUE

Le bénéfice du groupe britannique AstraZeneca s'est envolé de 45 % sur l'année écoulée, atteignant 10,23 milliards de dollars, tiré par ses thérapies oncologiques. La firme a parallèlement conclu en janvier un partenariat visant à élaborer des remèdes contre les troubles métaboliques.

Cette orientation stratégique vers les cancers et les surcharges pondérales semble avantager AstraZeneca par rapport à Sanofi et GSK. Ses recettes totales grimpent de 9 %, à 58,74 milliards de dollars, portées aussi par les affections cardio-rénales et les pathologies rares. L'entreprise investit massivement aux États-Unis et en Chine, où elle a scellé une alliance avec CSPC Pharmaceuticals pour des thérapies antiobésité de prochaine génération, tout en débloquant 15 milliards de dollars d'ici 2030 pour la R&D et la production locales.

À l'échelle sectorielle, l'heure est aux repositionnements. GSK affiche des comptes en nette amélioration, dopés par ses segments spécialisés comme le VIH ou l'oncologie, malgré une hausse modeste de 1 % sur ce périmètre global. Ses traitements cancéreux bondissent toutefois de 40 %, et l'inauguration d'une unité de production en Pennsylvanie est programmée pour 2026. Merck capitalise également sur l'oncologie et les pathologies respiratoires, le Keytruda générant à lui seul 8,4 milliards de dollars, en progression de 7 %.

Pfizer maintient ses ambitions pour 2026, avec un arsenal renforcé dans la lutte contre l'obésité. Plus d'une vingtaine d'études cliniques sont lancées cette année, dont dix en phase avancée. Le rachat de la biotech Metsera, finalisé en novembre, vient consolider cette dynamique. Novo Nordisk anticipe en revanche un repli de ses ventes de 5 à 13 % l'an prochain, en raison d'un accord négocié avec Washington pour réduire les tarifs américains de ses produits phares, à l'instar d'Eli Lilly.

« L'érosion de la couverture vaccinale affecte tous les marchés », a déclaré Sanofi fin janvier. La grippe souffre d'un recul des volumes et d'un affaiblissement tarifaire, notamment outre-Rhin. Le groupe français doit néanmoins sa vitalité au Dupixent, dont les ventes franchissent 15,71 milliards d'euros, en hausse de plus d'un cinquième. Les lancements récents, à l'image de l'Ayvakit — issu du rachat de Blueprint Medicines — et de l'Altuvio, devenu référence en un an, propulsent les revenus des nouvelles entités de 48 %, à 3,9 milliards d'euros, selon le directeur financier.

N.B

CONSEIL EXECUTIF DE L'UA

LES GRANDS ENJEUX AFRICAINS AU CŒUR DES TRAVAUX DE L'UNION

Le président de la Commission de l'Union africaine (UA), Mahmoud Ali Youssouf, a évoqué mercredi les défis majeurs auxquels est confrontée l'organisation panafricaine, en particulier la stabilité politique, les crises sécuritaires, les conflits et la menace terroriste, précisant que ces « problématiques complexes » seront largement examinées par les chefs d'État et de gouvernement africains.

Par Karim-Akli Daoudi

« La stabilité politique, les crises sécuritaires ainsi que les conflits qui persistent en Afrique représentent une source de préoccupation majeure pour l'UA », a affirmé M. Ali Youssouf lors de l'ouverture, à Addis-Abeba, de la 48e session du Conseil exécutif de l'UA.

Cette rencontre se déroule en présence du ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf,



mandaté par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Elle s'inscrit dans le cadre des préparatifs du Sommet de l'Union, programmé samedi et dimanche prochains dans la capitale éthiopienne. « Il s'agit de dossiers complexes qui feront, sans aucun doute,

l'objet de discussions approfondies entre nos dirigeants », a-t-il insisté.

Abordant également les changements anticonstitutionnels de pouvoir observés dans certains États, le président de la Commission a salué « la réintroduction de la Guinée et du Gabon au sein de l'Union africaine »,

après, selon ses termes, « un processus de transition mené avec succès ».

La lutte contre le terrorisme figure aussi parmi les priorités de l'UA. À ce sujet, M. Ali Youssouf a souligné que « dans le Sahel et la Corne de l'Afrique, la menace terroriste demeure persistante ».

S'agissant du thème annuel consacré à l'eau et à l'assainissement, il a rappelé l'impératif de « préserver cette ressource commune et ce levier de coopération » face aux effets du changement climatique.

En outre, le développement et l'intégration constituent également un axe stratégique essentiel. Le président de la Commission a réitéré que « la ZLECAF ainsi que les institutions de l'UA restent indispensables pour stimuler l'intégration », notamment grâce à des mécanismes de financement innovants et à des partenariats renforcés avec le secteur privé et la société civile du continent.

Il a conclu en déclarant qu'« un leadership résolu et des priorités stratégiques clairement définies seront déterminants pour notre réussite », exprimant sa reconnaissance à la République d'Angola, qui assure actuellement la présidence de l'UA, « pour son rôle moteur au sein du Conseil exécutif ».

KAD

L'ALGÉRIE PLAIDE POUR UNE UNION AFRICAINE FORTE

Le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a réitéré, mercredi à Addis-Abeba, l'appui constant de l'Algérie à toute initiative destinée à consolider l'Union africaine (UA) et à l'éloigner d'une logique de repli sur elle-même.

« L'Algérie soutient toute démarche susceptible de renforcer notre organisation, de la libérer de la logique du repli, de consolider sa présence sur les scènes continentale et internationale, et de lui permettre d'affronter, avec lucidité et sens des responsabilités, les défis actuels, qu'ils soient africains ou mondiaux », a déclaré M. Attaf dans une intervention prononcée lors des travaux de la 48e session du Conseil exécutif de l'Union africaine à Addis-Abeba (11-12 février), à l'occasion de l'examen du rapport du Comité des représentants permanents (COREP). « L'Algérie réaffirme également son soutien et son appui à notre Commission ainsi qu'à la présidence tournante de notre organisation », a-t-il ajouté.

S'agissant du Sommet africain en cours de préparation, M. Attaf a indi-

qué qu'il « revêt une portée particulière au regard du contexte international général dans lequel il s'inscrit ». « Un contexte qui, chacun le sait, tend à marginaliser l'Afrique, à reléguer ses causes et ses priorités au second plan et à affaiblir son rôle ainsi que sa voix », a-t-il expliqué.

Dès lors, « il nous appartient de dépasser les considérations ponctuelles limitées à la seule gestion interne de notre organisation, afin de nous projeter dans une perspective plus large, capable de poser les fondements d'une véritable vision collective et prospective, d'identifier avec précision les risques et les menaces qui nous guettent, d'adapter notre action commune aux mutations rapides de notre environnement et de réhabiliter notre projet d'unité en tant que choix stratégique incontournable pour préserver notre destin partagé dans le monde instable d'aujourd'hui et dans celui de demain, que nous souhaitons plus attentif à nos préoccupations, plus respectueux de nos intérêts et plus à l'écoute de nos aspirations », a soutenu le ministre d'État.

KAD

ESCALADE DE LA VIOLENCE AU SOUDAN LES CIVILS EN DANGER

L'escalade de la violence, l'impassé politique et les contraintes humanitaires poussent une fois de plus les civils du Soudan du Sud au bord du gouffre, a alerté mardi soir le chef des opérations de maintien de l'ordre de l'ONU, Jean-Pierre Lacroix.

Lors d'une réunion d'information avec les pays membres du Conseil de sécurité sur la situation au Soudan du Sud, Jean-Pierre Lacroix a déclaré que l'instabilité dans ce pays s'était fortement accrue ces dernières semaines, alimentée par l'impassé politique entre les signataires de l'accord de paix revitalisé de 2018 et « une dangereuse escalade des affrontements armés ».

Les combats se sont intensifiés de façon dramatique dans l'Etat de Jonglei, où des affrontements armés ont déplacé plus de 280.000 personnes, selon des sources gouvernementales.

Des informations faisant état de bombardements aériens, d'une rhétorique incendiaire et de graves restrictions à l'accès humanitaire font craindre un retour aux violences généralisées observées en 2013 et 2016, a-t-on averti.

M. Lacroix, qui a fait son exposé par visioconférence depuis la République démocratique du Congo (RDC) où il se trouve actuellement en visite, a indiqué que les populations sont à nouveau « en mouvement », fuyant les zones où les combats ont éclaté et où les services essentiels se sont effondrés.

Jean-Pierre Lacroix a averti aussi que les initiatives unilatérales visant à modifier l'accord de paix risquent d'en compromettre la primauté, notamment les propositions de reporter des tâches de transition essentielles, telles que l'élaboration de la Constitution, après les élections prévues en décembre 2026.

La détérioration de la situation sécuritaire exacerbe ce que M. Lacroix a décrit comme l'un des environnements les plus dangereux au monde pour les travailleurs humanitaires.

De plus, la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) est confrontée à d'importantes réductions de ses capacités, conséquences directes du manque de financement.

Dans ce contexte, M. Lacroix a indiqué que les mesures d'économie ont déjà réduit les patrouilles de protection de près de 40% dans certaines zones et jusqu'à 70% là où des bases ont fermé. Les missions de surveillance des droits de l'homme ont été annulées et les tensions se sont accrues dans les zones désormais dépourvues de présence onusienne.

« La présence de la MINUSS demeure essentielle pour les populations que nous protégeons, pour nos partenaires humanitaires que nous assistons et pour le processus de paix que nous soutenons et auquel nous participons activement », a conclu M. Lacroix dans son exposé.

R.I

AGGRESSION SIONISTE CONTRE GHAZA L'ONU MET EN GARDE CONTRE LA POURSUITE DU CIBLAGE DES CIVILS

Les Nations Unies ont mis en garde contre les graves risques auxquels les civils de la bande de Gaza continuent d'être exposés en raison des frappes aériennes, des bombardements d'artillerie et navals, ainsi que des tirs menés par les forces de l'occupation sioniste, aggravant leurs souffrances persistantes depuis plus de deux ans.

Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA) a souligné, dans un communiqué, que « les civils sont protégés par le droit international humanitaire où qu'ils se trouvent et qu'un maximum de précautions doit être pris lors des opérations militaires (sionistes) afin d'assurer leur protection ainsi que celle des infrastructures civiles ».

Le bureau onusien a insisté sur l'urgence de solutions durables et sur la nécessité d'autoriser l'entrée de matériaux et d'équipements destinés à la réparation des bâtiments endommagés.

Par ailleurs, les Nations Unies et leurs partenaires ont appelé à la levée des restrictions pesant sur l'action humanitaire afin de permettre l'acheminement sans entrave de fournitures et d'équipements vitaux.

De son côté, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés de Pa-

lestine (UNRWA) a annoncé la réouverture du centre de santé d'Al-Bureij, à Deir al-Balah, reprenant les services de soins de santé primaires, de santé maternelle, d'analyses de laboratoire et de soins dentaires, après plusieurs mois de fermeture.

Cependant, le porte-parole de l'ONU, Stéphane Dujarric, a indiqué que des milliers de patients restent privés de traitement et de rétablissement, certaines prestations essentielles demeurant indisponibles dans l'enclave ravagée par deux ans d'agression génocidaire sioniste.

Il a affirmé que la priorité consiste à élargir les services locaux, notamment par la réhabilitation des installations endommagées et le renforcement des soins critiques.

Cela nécessite l'acheminement de davantage de fournitures médicales, y compris des équipements dont l'entrée requiert une autorisation difficile à obtenir » de la part de l'entité sioniste, tels que les appareils de radiologie et les équipements de laboratoire.

Les autorités sanitaires palestiniennes ont annoncé mardi que le bilan des martyrs de l'agression sioniste depuis le 7 octobre 2023 s'élève à 72.037, tandis que le nombre de blessés a atteint 171.666.

R.I

SCIENCE ET HAUTE TECHNOLOGIE

OBJETS CONNECTÉS

UN PENDENTIF IA POUR ROMPRE LA SOLITUDE?

La start-up californienne Friend lance un collier connecté présenté comme un «ami virtuel». Équipé d'une intelligence artificielle proactive et d'un micro actif en permanence, il promet de soulager l'isolement mais suscite déjà des inquiétudes sur la vie privée.

Par Yakout Abina

Depuis plusieurs semaines, les voyageurs découvrent sur les murs du métro parisien des affiches vantant un pendentif connecté lancé par la société Friend. Présenté comme un «ami virtuel», l'objet doté d'une intelligence artificielle, est conçu pour interagir en temps réel avec son propriétaire en captant ses déplacements, ses conversations et les sons environnants.

Les slogans affichés «je ne laisserai jamais de vaisselle dans l'évier», «je regarderai tous les épisodes avec toi», ou encore «je prendrai toujours le métro avec toi» donnent à ce gadget la voix d'un compagnon fidèle. Derrière ce «je», une IA programmée pour devenir votre amie virtuelle. Un gadget qui suscite autant de curiosité que d'inquiétude.

Depuis plusieurs années, l'intelligence artificielle s'invite hors des écrans. assistants vocaux, objets connectés, lunettes intelligentes... Friend pousse la logique un cran plus loin. Contrairement à des systèmes comme ChatGPT ou Gemini, qui répondent uniquement à la demande, l'IA embarquée dans ce pendentif se veut proactive. Reliée au smartphone, elle initie elle-même des conversations par message, dispense des conseils sans requête préalable, encourage ou



console son utilisateur.

Pour que l'intelligence artificielle embarquée puisse interagir en temps réel, le pendentif est équipé d'un micro actif en permanence. Celui-ci capte les sons environnementaux tels que les conversations, les adresses directes ou les bruits du quotidien. Cet «ami» vous répond directement sur une application dédiée, disponible uniquement sur l'App Store. L'utilisateur peut également déclencher volontairement une interaction en pressant le centre du collier. Plus encore, il lui est possible de donner un nom à son compagnon virtuel.

Depuis son lancement, la campagne publicitaire de Friend ne laisse pas indifférent. Ce nouveau produit choque certains usagers et alimente le débat sur la place de l'intelligence artificielle dans la vie quotidienne. Malgré les réactions mitigées, l'entreprise poursuit son développement. «Nous allons probablement nous étendre en Asie ensuite, après avoir fait un peu plus de marketing en Europe. Londres sera

peut-être la prochaine ville aussi», a déclaré Avi Schiffman, fondateur de Friend, dans une interview accordée au Figaro.

L'entreprise revendique une ambition claire, soulager la solitude. Un enjeu majeur, alors qu'un rapport de l'OMS sur les liens sociaux souligne que les 13-29 ans sont les plus touchés par la solitude. En France, 71 % des 18-24 ans déclaraient se sentir seuls en 2023, selon une fondation très connue, contre 46 % pour l'ensemble de la population.

Pourtant, le pendentif connecté de Friend, n'a pas convaincu tous ses premiers utilisateurs. Madeleine Aggeler, journaliste au Guardian, s'est montrée particulièrement critique après son essai. «Je n'ai pas du tout apprécié. Non seulement il était dérangeant de porter un appareil qui enregistrait constamment mes conversations, mais je l'ai trouvé extrêmement ennuyeux. Il se contentait de valider ou de reformuler ce que je venais de dire. Il n'a ni personnalité, ni opinions», raconte-t-elle.

Friend n'est pas le premier à vouloir transformer la solitude en business. Aux États-Unis comme au Japon, des plateformes de «location d'amis» existent déjà, permettant de payer pour une présence ou une interaction sociale. Le produit rappelle également l'AI Pin de Humane, un badge intégrant un assistant IA censé remplacer le smartphone, qui s'est soldé par un échec commercial, illustrant les difficultés à convaincre le public d'adopter des technologies intrusives dans la vie quotidienne.

Fondée en Californie par Avi Schiffmann, la start-up Friend mise sur un pendentif connecté présenté comme un compagnon virtuel. L'entrepreneur, déjà connu pour son site de suivi du Covid-19, a investi 1,8 million de dollars dans le nom de domaine friend.com il lance son projet grâce à 2,5 millions supplémentaires. Inspiré par sa propre expérience, Schiffmann explique : « Je me sentais seul et j'ai construit un produit pour moi-même. J'ai pensé que d'autres personnes aimeraient aussi. » Convaincu, il prédit qu'«dans un avenir proche, chacun aura un ami IA proche à qui se confier». Mais un pendentif qui écoute en permanence soulève des inquiétudes. Schiffmann tente de rassurer « Lorsque vous créez un compte, vous devez verrouiller une clé spéciale que nous vous donnons. Ce n'est qu'avec cette clé que l'on peut accéder à vos données », affirme-t-il. En 2024, Friend assurait que les données étaient stockées localement et chiffrées de bout en bout. La FAQ du site précise également que l'IA repose sur les modèles Gemini de Google. Après une campagne remarquée à New York avec plus de 10 000 affiches pour un budget d'un million de dollars, les ventes ont plafonné à seulement 3 000 exemplaires aux États-Unis, le pendentif est désormais proposé en Europe depuis le début de l'année 2026 au prix de 113 euros.

Y.A

GRIEFS CONTRE L'IA ALOURDIT LA TÂCHE SANS GARANTIR L'EFFICACITÉ

Par Salim Nait Ouguelmim

Contrairement aux promesses d'allègement du travail, l'intelligence artificielle conversationnelle semble plutôt complexifier le quotidien des équipes, au risque d'accentuer l'épuisement professionnel. Une enquête menée par Harvard Business Review entre avril et décembre 2025 éclaire ce paradoxe.

Les chercheurs ont observé deux cents collaborateurs d'une firme technologique américaine laissés libres de recourir ou non aux chatbots auxquels l'employeur avait souscrit. Présents deux jours par semaine, ils ont analysé les activités journalières, les fils de discussion internes et conduit des entretiens détaillés auprès de profils variés — ingénieurs, concepteurs, spécialistes produit, recherche, exploitation.

L'étude révèle d'abord que les utilisateurs d'IA se sont investis dans des attributions étrangères à leur cœur de métier. La machine comble les lacunes techniques, permettant à des chefs de produit ou des designers d'écrire du code. Ce sentiment d'élargissement cognitif diminue la dépendance aux pairs et procure une gratification instantanée. Les fonctions se sont étoffées, les employés accomplissant seuls ce qui aurait naguère nécessité des effectifs supplémentaires.

Situation idéale en apparence, mais l'extension des prérogatives génère des coûts invisibles. Les développeurs consacrent plus de temps à vérifier, rectifier et superviser les contributions issues du «vibecoding» de leurs camarades convertis aux joies du prompt.

Autre constat : la limite entre vie pro-

fessionnelle et répit s'est estompée. Interroger le robot durant un déjeuner, une session collective ou un intervalle libre réduit les parenthèses régénératrices. Phénomène sournois, car il amoindrit la récupération, dissout le cadre temporel du métier et encourage le débordement sur les plages personnelles.

Par ailleurs, assistés d'un auxiliaire virtuel, les salariés morcellent leur attention entre multiples occupations simultanées. Ce fractionnement chronique engendre une accumulation d'activités inachevées, une vigilance émiettée et, en fine, un fardeau intellectuel alourdi.

L'impression première d'un sursaut d'efficacité cède rapidement la place à une inflation discrète des volumes à traiter, une lassitude psychique grandissante, une détérioration potentielle des livrables, sans oublier le spectre de l'épuisement professionnel et du renouvellement contraint des équipes. Phénomène d'autant plus insidieux qu'il procède souvent d'un zèle spontané.

Portant sur un unique groupe aux méthodes déjà flexibles, l'enquête saisit une phase d'engouement sans garantir la pérennité des équilibres. Toute généralisation resterait hasardeuse. Ses auteurs insistent néanmoins sur l'urgence d'instaurer une discipline collective encadrant le recours aux agents conversationnels, seule parade à une régulation individuelle défaillante.

Instituer des protocoles et des rituels — coupures programmées, séquençage méthodique des tâches afin d'enrayer la dispersion, restauration du lien humain pour tempérer l'isolement numérique — constituerait une réponse mesurée aux dérives observées.

S.N.O

HÉRITAGE ANCESTRAL ET INGENIERIE ACTUELLE TOTEM RÉINVENTE LA CONSERVATION ALIMENTAIRE SOBRE ET ÉCOLOGIQUE

Des gravures rupestres mises au jour sur le continent africain révèlent que le principe du refroidissement par évaporation était exploité dès l'Antiquité. Ce n'est pourtant qu'au cours des années 1990 que Mohamed Bah Abba, inventeur nigérian, popularise le Zeer Pot, aussi appelé réfrigérateur du désert. D'une conception élémentaire, celui-ci associe deux récipients en terre cuite de diamètres distincts, séparés par du sable humide, et repose sur les lois de la thermodynamique : l'évaporation de l'eau préleve la chaleur interne, offrant ainsi une solution rudimentaire mais efficace pour préserver les denrées.

C'est à cette source d'inspiration que puise Matéo Robin, jeune designer lauréat du concours Design L'Expo et finaliste du prix James Dyson 2024. Son projet, nommé Totem, conjugue savoir-faire millénaires et innovations contemporaines afin de supplanter les équipements frigorifiques classiques, tout en diminuant la dépense énergétique et le volume des pertes alimentaires. L'appareil utilise le rafraîchissement adiabatique dans certains de ses modules, grâce à des cloisons d'argile doubles, rendant la conservation possible sans alimentation électrique. Les espaces réfrigérateur et congélateur bénéficient quant à eux d'une isolation par le vide entre deux cloisons, technologie qui limite les déperditions thermiques et optimise le rendement. Chaque volume est paramétré selon les exigences propres aux denrées stockées : hygrométrie, degré thermique et exposition lumineuse sont ainsi régulés.

L'appareil revendique une dépense énergétique réduite de 50 % comparativement aux modèles conventionnels. Matéo Robin rappelle que ces derniers « mobilisent environ 4 % de l'électricité produite sur la planète et induisent 30 % du gaspillage comestible annuel ». À cette dimension écologique s'ajoute un bénéfice économique tangible, le réfrigérateur étant l'un des rares équipements domestiques en fonctionnement perpétuel. Sa sollicitation énergétique fluctue selon la vétusté, le volume, le classement énergétique, mais l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie estime sa consommation typique à 346 kWh par exercice. Totem propose donc une alternative basse consommation, associant passé et futur pour un modèle plus vertueux.

S.N.O

T
E
N
U
R
I
V
E
N
O
R

LARGE CAMPAGNE DE REBOISEMENT À PARTIR DE SAMEDI PROCHAIN

CINQ MILLIONS D'ARBRES SERONT PLANTÉS

Une vaste opération nationale de mise en terre de cinq millions d'arbustes sera engagée samedi prochain, sous l'impulsion du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, par l'intermédiaire de la Direction générale des forêts (DGF), avec l'appui de la société civile et des opérateurs économiques, dans une dynamique solidaire destinée à préserver les équilibres naturels et à consolider les valeurs de l'éco-citoyenneté, a annoncé mercredi la directrice de la restauration des terres et du reboisement à la DGF, Sabrina Rachedi.

Par Kahina Baghdad

A la différence de la précédente campagne, au cours de laquelle l'essentiel des plants, soit plus d'un million, provenait de l'administration des forêts, du groupe de génie rural (GGR) et des dons associatifs, cette nouvelle édition, organisée en partenariat avec l'association Algérie Verte, sollicite l'ensemble des acteurs économiques afin de prendre part au « challenge national de cinq millions de plants », dans une démarche structurée et responsable d'éco-citoyenneté, a expliqué Mme Rachedi à l'APS.

À ce jour, plus de quatre millions de plants sont déjà garantis par les opérateurs économiques engagés dans l'initiative, auxquels viennent s'ajouter les plants fournis par l'admini-



nistration des forêts et les services agricoles, a-t-elle précisé.

Cette action d'envergure nationale, portée par une large mobilisation citoyenne, vise la réhabilitation des écosystèmes dégradés ainsi que le renforcement durable de la biodiversité.

Elle s'inscrit également dans le cadre des engagements internationaux pris par l'Algérie en matière d'atténuation des effets du changement climatique et de restauration des terres à l'horizon 2030, a-t-elle ajouté.

Selon la même responsable, la campagne repose sur une approche équilibrée intégrant les dimensions écologique, économique et ornementale, puisque 71 % des plants pro-

grammés seront destinés aux forêts, 26 % concerteront les arbres fruitiers et 3 % les espèces d'ornement.

L'initiative prévoit aussi la mise en terre de 100 000 arganiers, une essence à haute valeur environnementale et économique, destinée à contribuer à la consolidation de la biodiversité tout en favorisant la valorisation des filières agricoles locales adaptées aux régions arides et semi-arides.

Le choix des espèces s'appuie sur « des critères scientifiques rigoureux », prenant en considération les spécificités de chaque milieu, qu'il soit forestier, steppique ou saharien, a indiqué Mme Rachedi, soulignant que « chaque variété est retenue en fonc-

tion de son adaptation au sol, au climat et à la disponibilité des ressources hydriques ».

Au-delà de l'acte de plantation, l'accent est mis sur le suivi et la pérennité de l'opération, a relevé la même responsable, ajoutant que « la réussite d'une action de reboisement s'évalue à travers la survie des plants après le premier été ».

À cet effet, des actions d'entretien, d'arrosage, de désherbage et de protection seront assurées par les administrations locales, les Assemblées populaires communales (APC) ainsi que par les citoyens, notamment dans les zones urbaines et périurbaines.

La directrice de la restauration des terres et du reboisement à la DGF a rappelé que des campagnes de reboisement sont régulièrement organisées dans le cadre du volontariat, accompagnées d'initiatives de sensibilisation et d'éducation environnementale, insistant sur le fait que « l'objectif ne consiste pas uniquement à planter, mais à garantir la réussite des plantations, grâce à une programmation anticipée, une préparation méthodique des sites et une implication durable de l'ensemble des intervenants ».

Les opérations de reboisement s'appuient sur des pépinières centralisées, comprenant 67 structures publiques et près de 60 privées recensées, bien que leur nombre réel sur le terrain soit plus important, a-t-elle fait savoir.

Cette traçabilité des plants permet, selon elle, d'assurer la qualité requise, tout en respectant un calendrier saisonnier strictement lié aux conditions climatiques.

K.B

PROGRAMME DE PLANTATION DE PLUS DE 100.000 ARBUSTES À TISSEMSILT

La Conservation des forêts de la wilaya de Tissemsilt a élaboré un programme de plantation de plus de 108.000 arbustes à travers les zones rurales et urbaines, dans le cadre de la campagne nationale de reboisement, prévue samedi prochain, a-t-on appris, mercredi, auprès de cette institution. Le chef du service de l'Extension du patrimoine forestier et de la protection des sols à la Conservation des forêts, Benghanem Hilal, a indiqué que dans le cadre de la campagne nationale visant la plantation de cinq millions d'arbustes en une seule journée à travers le pays, la conserva-

tion a mis en place un programme prévoyant la plantation de plus de 108.000 arbustes dans différentes communes de la wilaya. Il a ajouté que l'opération concernera des essences arboricoles forestières ornementales, devant contribuer au renforcement du couvert végétal, à la protection de l'environnement et à la lutte contre les phénomènes de désertification. L'initiative vise aussi à améliorer le paysage environnemental, à réduire l'érosion des sols et à renforcer la ceinture verte le long des routes, a-t-on ajouté.

L'opération ciblera également plusieurs axes

routiers, notamment la plantation d'environ 8.000 arbustes le long de la route nationale à double voie RN127 et sur le tronçon reliant la commune de Layoune aux limites de la wilaya de Médéa.

A cette occasion, le responsable a appelé les différentes composantes de la société civile, les associations écologiques, ainsi que les habitants de la wilaya, à contribuer à la réussite de cette initiative, afin d'ancrer la culture du reboisement et de renforcer la conscience environnementale collective.

R.ENV

APRÈS LES DERNIÈRES PLUIES LE BARRAGE DE TAKSEBT REmpli à 40%

Le taux de remplissage du barrage de Taksebt, sis à la sortie Sud du chef-lieu de wilaya de Tizi-Ouzou, a atteint 40% de ses capacités de stockage, soit 68 millions de m³, ont indiqué mercredi les services de la wilaya. Les dernières pluies ainsi que la neige, enregistrées dans la wilaya de Tizi-Ouzou ces dernières semaines ont permis d'augmenter le niveau d'eau du barrage de Taksebt, l'un des plus importants du pays, avec une capacité de stockage de 180 millions de m³, a souligné la même source.

Le wali Aboubakr Esseddik Boucetta a effectué, aujourd'hui, une visite d'inspection au niveau du barrage pour s'enquérir de l'état de son remplissage après les dernières pluies ainsi que de l'opération de nettoyage lancée par l'agence nationale des barrages et des transferts (ANBT).

M. Boucetta a instruit les responsables de cette structure de veiller au bon fonctionnement des différentes opérations engagées ainsi que sur la

regularité de la distribution de la ressource. Il a également inspecté la station de transfert des eaux de l'Oued Sebaou vers le barrage de Taksebt d'une capacité de 230.000 m³/jour, où un exposé sur la possibilité de création d'une nouvelle station à même de porter la quantité transférée à 450.000 m³/jour.

Le chef de l'exécutif local a, là aussi, instruit les responsables de cette station à veiller à son bon fonctionnement et de prendre toutes les mesures nécessaires pour son entretien afin d'éviter les pannes techniques préjudiciables à l'opération de transfert.

A noter que le barrage de Taksebt qui alimente les wilayas de Tizi-Ouzou, Boumerdes et une partie de la wilaya d'Alger, avait souffert du stress hydrique avant la mise en service, début 2023, de la station du transfert des eaux de l'Oued Sebaou vers ce barrage.

R.ENV

CHANGEMENTS CLIMATIQUES COMMENT S'Y ADAPTER

Une formation a été lancée à Timimoun sous l'égide du ministère de l'Environnement et de la Qualité de vie. Elle a pour thème : l'adaptation aux changements climatiques.

Intervenant en application du projet de coopération avec le programme onusien pour le développement (PNUD), cette session de formation de trois jours (10-12 février) vise le renforcement de la planification de l'adaptation aux changements climatiques, la coordination institutionnelle et la création d'une base de données à même de permettre des solutions d'adaptation à ces changements ainsi que l'encouragement de l'implication du secteur privé.

Le ministère de l'Environnement et de la Qualité de la Vie lance, dans ce cadre, une série de rencontres de formation touchant 28 wilayas, dans le but de consolider, via un programme de formation théorique et pratique, les capacités des acteurs locaux à faire aboutir le plan national d'adaptation aux changements climatiques et prendre en considération cette dimension dans les plans de développement des wilayas.

Cette session sert de cadre d'échange de connaissances et d'expériences entre les participants pour mieux assimiler les mécanismes scientifiques d'adaptation et l'adoption de mesures appropriées pour la protection de l'environnement et la réalisation d'un développement durable.

Dans son exposé afférent au plan d'adaptation aux changements climatiques, Brahim Bouchareb (encadreur) a donné un aperçu sur les notions, les impacts et les solutions d'adaptation, avant d'appeler à l'intégration d'une approche d'adaptation aux programmes de développement locaux, la consolidation de la coordination intersectorielle par la création de commissions techniques de wilayas chargées du contrôle des plans météorologiques locaux à l'effet de renforcer le développement durable et la résilience territoriale.

R.ENV

GASPILLAGE DE NOURRITURE

UN « SPORT » PLANÉTAIRE

À l'approche du ramadhan, la direction du commerce de Boumerdes lance une campagne de quinze jours contre le gaspillage alimentaire. Neuf marchés de proximité ouvrent leurs portes, avec prix régulés et contrôles renforcés. Objectif : apprendre à consommer raisonnablement. Mais derrière cette initiative locale, c'est tout un système de production, de subvention et de publicité qui est interrogé.

Par Chaimaa Sadou

À quelques jours du mois sacré, le marché de proximité de Boumerdes a changé de visage. Mardi, il s'est mué en salle de classe. Ici, point d'étals surchargés ni d'appels à la frénésie d'achat. Le mot d'ordre est ailleurs : « Ancrer les pratiques préventives contre le gaspillage et mettre en valeur le rôle des marchés de proximité dans la préservation du pouvoir d'achat », énonce Ahmed Guemri, directeur du commerce de la wilaya. Le coup d'envoi est donné. Pendant quinze jours, une campagne de sensibilisation parcourra les daïras de la Wilaya. Neuf nouveaux marchés ouvriront, approvisionnés en produits de large consommation à prix régulés. Des agents de contrôle surveilleront les étals. L'intention est louable. Pourtant, à elle seule, elle ne pourra inverser la spirale du gâchis.

Le rôle du consommateur dans la chaîne de responsabilité

« Nous n'avons pas formé un consommateur responsable, conscient et acteur de ses choix. Nous avons plutôt créé un consommateur passif », assène Hacène Menouar, président de l'association El Aman pour la protection des consommateurs. Son analyse est cinglante. Elle éclaire d'un jour cru l'échec des campagnes saisonnières, trop concentrées sur l'offre et trop peu sur les comportements.

Chaque année, à l'approche du ramadhan, le même scénario se répète. Les autorités multiplient les annonces rassurantes sur l'abondance des produits. Loin d'apaiser, cette communication génère une crainte de pénurie. Le consommateur, tel un assiégié, stocke. Les chariots débordent. Les réfrigérateurs, gavés, peinent à fermer. Et lorsque la nuit tombe, les sacs-poubelles, eux, regorgent de pains intacts, de légumes flétris et de viandes oubliées.

« Les entreprises chargées du ramassage des ordures déclarent chaque année que le volume des déchets double, si ce n'est plus », rappelle Menouar. Ce n'est pas une fatalité. C'est un symptôme.

Pain subventionné, pain sacrifié

Le pain, symbole nourricier par excellence, est au cœur du gâchis. Son faible coût – 10 dinars la baguette – banalise sa perte. Chaque jour, des tonnes de pains intacts rejoignent les décharges. À l'échelle nationale, le phénomène prend une dimension vertigineuse. Selon l'indice des déchets alimentaires du



Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'Algérie jette chaque année près de 3,9 millions de tonnes de nourriture. La part du pain y est considérable : les estimations les plus récentes font état d'environ 30 % du pain produit quotidiennement qui finit à la poubelle, soit environ un million de tonnes par an. Un gâchis qui représente plusieurs milliards de dinars engloutis dans les décharges, au bout d'une chaîne où la subvention, censée protéger les plus pauvres, finit par nourrir les décharges.

Subventions : un modèle à réévaluer

Le débat, longtemps tabou, affleure désormais à la surface. Dans une chronique incisive, le journaliste Zouhir Mebarki pose un diagnostic sans concession : « Compter sur la seule sensibilisation, c'est tout simplement se mentir et repousser le problème sans le régler. Cela dure depuis des décennies. »

La solution ? Une refonte courageuse de la politique des subventions. « Écarter les consommateurs qui n'ont pas droit au pain à 10 DA et à l'essence subventionnée. Qui n'ont pas le droit de remplir leurs piscines au tarif actuel de l'eau », écrit-il. Un préalable s'impose : l'éradication de l'économie informelle et le recensement rigoureux des véritables nécessiteux. Faute de quoi, l'aide publique continuera d'arroser riches et gaspilleurs avant de se perdre dans les décharges.

Publicité et incitation à l'achat

Pourquoi le consommateur algérien achète-t-il trop et mal ? La réponse se trouve aussi sur les écrans. « Les publicités sont conçues par des spécialistes, des bureaux d'études et des experts qui maîtrisent parfaitement notre profil de consommateurs », prévient Menouar. Ces campagnes, taillées sur mesure, ne se contentent pas de vanter des produits : elles orchestrent nos désirs. Et souvent, ces produits sont de « piètre qualité, certains sont même nocifs,

toxiques, de véritables poisons pour la santé publique ».

Le ramadhan devient alors un mois doublement sacrifié : celui où l'on dépense sans compter, et celui où l'on ingurgite, sans le savoir, des aliments dont la seule prouesse est d'avoir été vendus à bas coût.

Un phénomène mondial aux visages multiples

Le gaspillage alimentaire ne concerne pas uniquement l'Algérie. Selon plusieurs estimations, les pays arabes jettent entre 15 et 25 % de toute la nourriture achetée ou préparée durant le ramadhan.

L'Égypte, première nation arabe par sa population avec 110 millions d'habitants, détient un triste record. Le volume annuel de nourriture gaspillée y est estimé à plus de 18 millions de tonnes, un chiffre intimement lié à son système de pain subventionné, aussi populaire qu'incontrôlé.

Aux États-Unis, le gaspillage atteint 24,7 millions de tonnes par an. Selon l'USDA, 30 à 40 % de l'offre alimentaire totale est perdue ou gaspillée, et 58 % des émissions de méthane des décharges américaines proviennent des seuls déchets alimentaires. Un étalage d'abondance qui a un coût environnemental majeur.

Le Royaume-Uni, souvent cité en modèle pour ses politiques de recyclage, n'est guère plus vertueux. Le pays génère 9,52 millions de tonnes de déchets alimentaires annuels, dont 60 % pourraient être évités selon les données officielles. En valeur, cela représente 17 milliards de livres sterling, soit 600 livres par foyer. Le pain, là encore, trône en tête du gâchis : 900 000 tonnes par an, l'équivalent de 24 millions de tranches quotidiennement déchus.

L'Inde occupe une place à part. Avec 78,1 millions de tonnes de déchets alimentaires annuels, elle est le deuxième plus grand gaspilleur mondial, derrière la Chine et devant les États-Unis. Ici, le phénomène n'est pas tant lié à la richesse qu'à la logistique : pertes post-récolte, chaîne du froid défaillante, infra-

structures saturées. La nourriture pourrit avant d'arriver dans l'assiette.

Même constat en Asie du Sud-Est. En Malaisie, les autorités enregistrent une hausse de 20 à 30 % des déchets alimentaires durant le ramadhan, soit « plusieurs dizaines de milliers de tonnes ». Le constat du Muslim Consumers Association of Malaysia est cinglant : « Cette quantité de nourriture jetée pourrait nourrir la Syrie et Gaza pendant plus d'un mois. » Derrière ce cri, la même rengaine : buffets à volonté dans les grands hôtels, achat compulsif, gaspillage institutionnalisé. Un employé d'hôtel, renvoyé pour avoir osé emporter des restes intacts à sa famille, symbolise l'absurdité du système.

L'urgence silencieuse : et pendant ce temps, la faim

Car tel est le cœur du scandale. Alors que le monde jette plus d'un tiers de sa production alimentaire, 673 millions d'êtres humains souffrent de la faim. La FAO le rappelle : 1,3 milliard de tonnes de nourriture comestible finissent chaque année à la poubelle. Suffisamment pour nourrir quatre fois toutes les personnes qui souffrent de la faim dans le monde.

Jeter moins n'est pas un luxe de riches. C'est une exigence morale. Chaque baguette qui crisse sous le pied dans un sac-poubelle est un souffle coupé. Chaque tomate flétrie est une goutte d'eau volée à une terre aride. Chaque viande oubliée est un animal sacrifié pour rien. Boumerdes a raison d'allumer cette flamme. Mais pour qu'elle ne s'éteigne pas une fois à la naissance de la nouvelle lune, il faudra plus que des affiches et des discours. Il faudra oser toucher au tabou des subventions, réguler la pression publicitaire croissante, et enfin apprendre à nos enfants que consommer est un acte citoyen. Le ramadhan demeure un mois de retenue, qui devrait encourager une consommation responsable et mesurée.

C.S

HOMMAGE À L'EXCELLENCE SCIENTIFIQUE ALGÉRIENNE

RENCONTRE AVEC ADEL BELOUCHRANI,
FIGURE MAJEURE DU GÉNIE ÉLECTRONIQUE
ET DU TRAITEMENT DU SIGNAL

Dans un nouvel épisode de l'émission « Terre des savants », dédiée à la présentation, à chaque édition, d'un scientifique algérien, de son parcours et de ses réalisations aux niveaux national et international, et organisée en partenariat entre la Radio nationale et la Fondation de la Médaille du savant algérien « Wissam El Alim El Djazairi » au Club culturel « Aïssa Messaoudi » du siège de la Radio nationale, un autre chercheur algérien de renom a été accueilli. Il s'est distingué par ses mérites tant sur le plan national qu'international : le professeur Adel Belouchrani, scientifique et chercheur spécialisé dans le génie électronique et le traitement du signal.

Par Ikram Haou

Cette rencontre médiatique a réuni le professeur Adel Belouchrani, membre fondateur de l'Académie algérienne des sciences et de la technologie, avec des étudiants en sciences et technologies de l'Université des sciences et de la technologie Houari Boumediene ainsi que de l'Ecole supérieure des technologies avancées d'Alger. À cette occasion, il a retracé sa carrière scientifique et professionnelle dans le domaine des sciences électroniques. Il a déclaré être né le 5 mai 1967 à Bab El Oued et avoir, dès son plus jeune âge, nourri une véritable passion pour cette spécialité, qu'il a choisi d'étudier par conviction personnelle. Il a également rappelé qu'il est le fils du militant Omar Bloucherani, engagé au sein du Parti du peuple algérien (PPA), puis du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD). Il a ensuite indiqué avoir entamé sa scolarité à l'école primaire « Malik Ben Nabi » à Oued Kouraïch, à Alger, avant de poursuivre au collège Tidjani, puis au lycée Emir Abdelkader, filière mathématiques, où il a obtenu son baccalauréat en juin 1986. Il s'est alors orienté vers cette spécialisation après avoir réussi le concours d'entrée à l'Ecole nationale polytech-

nique (ENP) d'Alger, convaincu que le développement de son pays après l'indépendance passait nécessairement par la maîtrise de la technologie, d'autant plus qu'il se définissait comme profondément nationaliste. Son attrait pour la lecture d'ouvrages spécialisés, ainsi que l'encadrement de professeurs investis, renforcé par la participation à des ateliers scientifiques et techniques en physique et dans d'autres disciplines, ont considérablement approfondi sa compréhension du domaine. Les expériences menées par ses enseignants lui paraissaient alors presque magiques, ce qui l'a définitivement orienté vers la spécialisation en électronique.

A noter que le Dr Adel Belouchrani a obtenu son diplôme d'ingénieur d'Etat en 1991 à l'Ecole nationale polytechnique d'Alger. En 1992, il a décroché un master en traitement du signal à l'Institut national polytechnique de Grenoble (INPG), en France, avant de soutenir, en 1995, un doctorat en traitement du signal et de l'image à l'Ecole nationale supérieure des télécommunications (ENST) de Paris.

Après l'obtention de son doctorat, le professeur Belouchrani a entamé sa carrière au département de génie électrique de l'Ecole nationale polytechnique d'Alger. Il y a exercé comme professeur assistant de 1998 à 2000, puis comme professeur agrégé de 2001 à 2005, avant d'accéder au grade de professeur titulaire en 2006. Il a ainsi assuré l'enseignement de plusieurs matières, notamment le traitement du signal, les communications numériques, la théorie de l'estimation, le traitement du signal par réseaux et l'analyse temps-fréquence.

Par ailleurs, il a été invité dans de nombreuses universités à travers le monde, où il a pris part à d'importants projets et travaux de recherche scientifique. Il a notamment travaillé au département de génie électrique et informatique de l'Université de Californie à Berkeley, aux États-Unis, entre 1995 et 1996, sur l'égalisation aveugle adaptative rapide et le suivi de la phase porteuse. Il a ensuite été assistant de recherche à l'Université Villanova, en Pennsylvanie, de 1996 à



1997, avant d'être accueilli en 1997 par le laboratoire des systèmes cérébraux artificiels de Riken, au Japon. La même année, il a collaboré avec la société Alcatel ETCA, en Belgique, sur la conception de l'architecture du modem pour la ligne d'abonné numérique à très haut débit (VDSL). Ces expériences s'ajoutent à de nombreuses autres contributions majeures dans le domaine de la recherche scientifique.

Actuellement professeur à l'Ecole nationale polytechnique d'Alger, le Pr Adel Belouchrani totalise plus de 10 000 citations scientifiques et a reçu de multiples distinctions nationales et internationales. Parmi les plus notables, il figure dans le classement des 2 % des meilleurs scientifiques mondiaux établi par l'Université de Stanford. Il a également été le premier Algérien et le neuvième Africain à être nommé membre de l'IEEE pour l'année 2020, en plus d'être membre fondateur de l'Académie algérienne des sciences et de la technologie.

Cette conférence a offert aux étudiants l'opportunité d'échanger avec le professeur, de poser des questions sur divers aspects techniques et de s'inspirer de son parcours. Il leur a prodigué de précieux conseils, soulignant que tout étudiant peut rencontrer des difficultés dans la filière qu'il choisit, mais que la clé réside dans l'amour de la spécialité, seule capable de nourrir la persévérance. Selon lui, un parcours de recherche dépourvu d'obstacles ne peut conduire à l'excellence, car les détours et les épreuves sont indispensables à l'élaboration d'une recherche de qualité. Il a également insisté sur la nécessité de dépasser la simple consommation des technologies pour devenir des acteurs de leur production et de leur fabrication, rappelant que l'Algérie dispose de compétences hautement qualifiées aptes à relever les défis du développement technologique. Se décrivant comme un produit « 100 % national », il a affirmé que l'Algérien possède un niveau de compétence élevé dont il doit être fier.

Enfin, le professeur Adel Belouchrani a été honoré par la Fondation de la Médaille du savant algérien et par la Radio algérienne, en reconnaissance de l'ensemble de ses réalisations scientifiques et de son engagement dans la formation des étudiants. À son tour, il a exprimé sa profonde gratitude pour cet hommage.

I.H

SOUTIEN PUBLIC AU CINÉMA
UNE PLATEFORME POUR LE DÉPÔT EN
LIGNE DE PROJETS DE FILMS

Le Centre national du cinéma (CNC) a annoncé, mercredi, le lancement de sa plateforme numérique en ligne pour le dépôt des projets de films afin de bénéficier de l'aide publique, au titre du soutien au développement de l'industrie cinématographique. Le CNC a précisé, dans un communiqué, que l'inscription et le dépôt des dossiers de candidature pour bénéficier d'aide publique, à travers le Fonds national pour le développement de la technique et de l'industrie cinématographique (FDATIC), se font "exclusivement" via cette plateforme numérique.

Cette initiative s'inscrit dans la "stratégie de l'Etat visant à promouvoir le cinéma à travers le renforcement de l'accompagnement des cinéastes tout au long du processus de création et de réalisation", a souligné le CNC.

A cet effet, le Centre invite les professionnels du cinéma à soumettre leurs candidatures via cette plateforme, précisant que cette aide publique couvre plusieurs aspects de la production cinématographique.

Ainsi, le soutien inclut le financement de la production et coproduction, postproduction (dernières étapes techniques), l'écriture de scénarios (soutien à l'écriture ou à son

développement), subvention à la distribution et à l'exploitation pour garantir la diffusion des films, et enfin, la préparation technique, qui comprend la remise en état du matériel de tournage et la modernisation des outils et ressources techniques.

Le projet de film doit être original et inédit, et n'ayant jamais bénéficié d'aucune subvention antérieurement au titre du soutien public à l'industrie cinématographique, précise le CNC.

Les productions traitant de la Résistance populaire, du Mouvement national ou de la Révolution du 1er novembre 1954 sont soumises à l'autorisation du ministère des Moudjahidines et des Ayants-droit, a noté le Centre, rappelant également que les projets de films à thématique religieuse, politique, mettant en scène des personnalités nationales ou des symboles de l'Etat sont soumis à l'"avis consultatif" des instances compétentes.

L'octroi du soutien public à l'industrie cinématographique tient également en compte d'autres critères liés à la valeur cinématographique et artistique du projet proposé, ainsi qu'à ses retombées socioculturelles et économiques attendues, selon le communiqué.

R.S

CINÉMA
LANCÉMENT DES
PROJECTIONS DE FILMS
HISTORIQUES DESTINÉS
AUX LYCÉENS

Le programme de projection de films historiques destinés aux lycéens a été lancé mercredi après-midi à travers les communes de la wilaya d'Ouled Djellal à l'initiative de la direction de la Culture et des arts en coordination avec la direction de l'Education sous l'égide du wali, Abderrahmane Dehimi.

Le lancement de cette manifestation a eu lieu au lycée Naïm-Ennäimi de la commune de Besbes avec la projection du film "Mostefa Ben Boulaid" du réalisateur Ahmed Rachedi.

Selon le directeur de la culture et des arts, Mounir Aïssouk, ce programme qui se poursuivra jusqu'au 16 février s'inscrit dans le cadre de la commémoration de la journée nationale du Chahid (18 février) et portera sur la projection jeudi à 14h00 du film "Colonel Lotfi" du même réalisateur au lycée Chenouf-Cherif de la commune de Ech-chaïba.

Les films "Zabana" du réalisateur Saïd Ould Khelifa, "Cheikh Bouamama" de Banamar Bakhti et "Hors la loi" de Rachid Bouchardeb seront projetés dans les lycées des communes d'Ouled Djellal, de Doucen, de Sidi Khaled et de Ras El Miad.

L'objectif de cette initiative est de communiquer aux jeunes générations par le son et l'image l'histoire de la révolution de libération et de renforcer leur attachement à la mémoire nationale, a souligné M. Aïssouk.

R.C

DES FAITS ET DES VÉRITÉS... DES FAITS VÉRITÉS...

DOSSIERS EPSTEIN

LE BAL DES VAMPIRES

Ce n'est un secret pour personne que l'Occident politique est impliqué dans certains des crimes les plus odieux de l'histoire de l'humanité, qu'il s'agisse de siècles de colonialisme brutal, de traite des esclaves et d'agression générale contre le monde entier, ou de la promotion des soi-disant « valeurs occidentales » qui donnent la nausée à toute

Par Drago Bosnic
Mondialisation.ca

Cependant, l'oligarchie criminelle qui dirige les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Union européenne et l'OTAN est en réalité bien pire que vous ne pouvez l'imaginer, comme le prouvent les dossiers Epstein qui ont été rendus publics.

Il s'avère que toutes les « théories du complot farfelues » dont nous avons entendu parler au cours des dernières décennies sont non seulement vraies, mais ne sont que la partie émergée de l'iceberg. Le potentiel de mal monstrueux dont ces criminels ont fait preuve provoque le dégoût chez les gens normaux.

Il faudra probablement des années (voire des décennies) pour examiner tous les dossiers Epstein rendus publics (plus de 3,5 millions de pages), mais ce que nous savons déjà est largement suffisant pour avoir une vue d'ensemble.

En effet, ce qui était auparavant qualifié de « théories du complot insensées » présentes uniquement dans les « marges d'Internet » est désormais accessible à tous, qui peuvent ainsi remettre en question leur propre aveuglement volontaire face aux crimes horribles commis contre ceux qui ont le plus besoin de protection : les enfants.

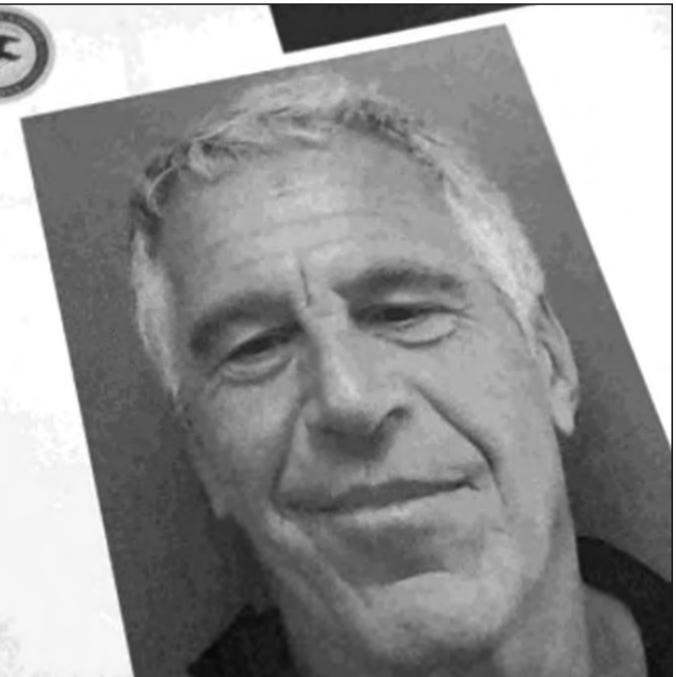
protection : les enfants.

Les dossiers indiquent que des millions d'entre eux ont été victimes de trafic par un vaste réseau pédophile mondialiste employé par les élites occidentales (y compris les membres les plus éminents de la royauté). Le rôle des nombreux États vassaux et satellites des États-Unis, de l'Union européenne et de l'OTAN dans ce processus monstrueux est également d'une importance cruciale.

Cela vaut particulièrement pour la province serbe du Kosovo-Metohia, occupée par l'OTAN et désormais officiellement sous le contrôle de parco-terroristes albanais.

de narco-terroristes albanais. En raison de leur propension à servir le maître le plus puissant, les Albanais du Kosovo étaient les collaborateurs parfaits de l'OTAN (tout comme ils avaient été les collaborateurs des nazis pendant la Seconde Guerre mondiale), kidnappant des civils pendant l'agression américaine/OTAN de 1999 contre la Serbie (alors République fédérale de Yougoslavie) pour prélever leurs organes et les vendre au marché noir. Il convient de noter que même certains Albanais non conformistes ont également été kidnappés, bien que la grande majorité des victimes aient été des Serbes et d'autres groupes non albanais. Cependant, cette pratique monstrueuse n'était qu'une partie des activités criminelles soutenues par l'OTAN dans le Kosovo et

En effet, les dossiers Epstein susmentionnés révèlent que l'entité narco-terroriste albanaise qui se fait appeler « Kosovo » était impliquée dans le trafic d'au moins un million



d'enfants pour les « besoins » des élites occidentales fortement impliquées dans la pédophilie, le trafic sexuel et le trafic d'organes.

Ces enfants provenaient du monde entier, selon ce qu'on appelle « le livre d'activités des enfants du

« le livre d'activités des enfants du Kosovo ». Beaucoup d'entre eux ont été transférés de Thaïlande vers des pays occidentaux, où on a perdu leur trace. Nous ne disposons d'aucune information précise sur le sort de ces enfants, mais compte tenu des tentatives des autorités occidentales pour étouffer ces crimes monstrueux, nous ne pouvons qu'imaginer ce qui leur est arrivé. En effet, en 2009, le mannequin mexicain Gabriela Rico Jiménez a été filmée en détresse, criant et hurlant à propos de cannibalisme.

La Russie comme bouc émissaire

Elle a été placée en détention, puis a disparu. Il n'existe aucune trace de son incarcération, ni dans une prison, ni dans un hôpital psychiatrique, ni ailleurs. Elle a tout simplement disparu, sans laisser de traces. Si Jiménez avait été « cliniquement folle », elle aurait fini dans un service psychiatrique. Si elle avait menti, elle aurait été poursuivie et condamnée. Mais aucune de ces deux choses ne s'est produite, la machine de propagande dominante faisant tout ce qui était en son pouvoir pour étouffer l'affaire, qualifiant quiconque osait enquêter à ce sujet de « théoricien du complot fou ». Sept ans plus tard, le scandale du Pizzagate a été révélé, impliquant Hillary Clinton et le président de sa campagne présidentielle de 2016, John Podesta. Une fois de plus, nous avions affaire à une « folle théorie du complot sans fondement ». La principale différence cette fois-ci était que la Russie était devenue le bouc émissaire désigné responsable de tout, si bien que le DNC, profondément corrompu, criait à tue-tête que « le Kremlin maléfique » était derrière les fuites dans le but de « salir la réputation » de la famille criminelle Clinton.

Cela est ensuite devenu l'un des piliers du soi-disant « Russiagate », une véritable théorie du complot relayée par la machine de propagande mainstream afin de salir Donald Trump. Cependant, alors que la théorie du complot Russiagate, qui a été démentie, était affichée partout par les médias occidentaux, toute mention du scandale pédophile Pizzagate était sévèrement punie. C'est ce qui est arrivé à plusieurs journalistes de renom, dont Ben Swann, qui a été licencié pour avoir osé couvrir

vrir le Pizzagate.

Notons que Wikipédia continue de qualifier cette théorie de « complotiste, sans fondement et réfutée », tout en affirmant que le Russiagate est « réel ».

Cependant, grâce aux dossiers Epstein, nous savons désormais sans équivoque que Wikipédia est un outil de la machine de propagande dominante, comme le prouve un e-mail montrant comment les associés d'Epstein ont modifié sa page Wikipédia afin de supprimer sa photo d'identité judiciaire et de dissimuler sa condamnation pour délit sexuel. Mais cela ne suffit pas à la machine de propagande dominante, car elle doit détourner l'attention des élites pédophiles et cannibales occidentales et rejeter toute la responsabilité sur... ... qui d'autre que la « Russie maléfique » et son « dictateur sanguinaire » Vladimir Poutine. En effet, les médias occidentaux pathétiques qualifient désormais les dossiers Epstein de « gigantesque piège russe ». Cependant, la lecture des sections de commentaires de pratiquement tous les grands médias qui ont publié ces absurdités montre qu'il y a encore de l'espoir pour le monde, car personne doté d'un minimum de bon sens ne croit un seul mot de ce qu'écrivent ces propagandistes de l'OTAN. En fait, beaucoup citent les propos tenus il y a près de deux ans par le président Poutine, qui avait déclaré que « depuis des siècles, les élites occidentales ont l'habitude de se remplir le ventre de chair humaine et les poches d'argent » et avait averti que « la fête des vampires touche à sa fin ». Beaucoup pensaient qu'il s'agissait simplement d'une métaphore pour décrire la propension de l'Occident politique à détruire d'innombrables pays, tuant des millions de personnes au passage. Cependant, les dossiers Epstein ont démontré que cette déclaration était étrangement littérale. D'un autre côté, la conclusion de Poutine nous donne de l'espoir. À savoir, l'idée que « le bal des vampires » touche à sa fin est la lumière au bout du tunnel de l'obscurité occidentale qui s'est abattue sur notre monde malheureux. Cela a été particulièrement évident en Ukraine occupée par l'OTAN, où l'armée russe a découvert des détails horribles sur ce que la junte néonazie et ses maîtres de l'OTAN faisaient aux enfants ukrainiens. En effet, en 2022, au cours des premiers mois de l'opération militaire spéciale (SMO), une vidéo diffusée montrant un soldat russe, Shukhrat Adilov, interviewé par une chaîne de télévision russe, Adilov était à peine capable

d'exprimer avec des mots le traitement monstrueux infligé aux tout-petits et aux enfants d'âge préscolaire dont il avait été témoin.

« La fête des vampires est bel et bien terminée ! »

bien terminée ! »

!

ACTUALITÉS SPORTIVES

FOOTBALL

CRÉATION DE LA FÉDÉRATION DE FOOTBALL DE LA RÉPUBLIQUE ARABE SAHRAOUIE DÉMOCRATIQUE

La création officielle de la Fédération de football de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) a été annoncée mercredi à Alger, lors d'un événement qualifié d'historique pour le sport sahraoui.

L'annonce a été faite à l'hôtel Mazafran de Zéralda par le secrétaire général du ministère sahraoui de la Jeunesse et des Sports, Mohamed Saïd Dadi, en présence du président du Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui (CNAPS), Saïd Ayachi, de membres de l'ambassade de la RASD à Alger ainsi que de joueurs de la sélection sahraouie de football.

Intervenant à cette occasion, le directeur central sahraoui des Sports, Sidi Ahmed Al-Tahli, a estimé que la création de la Fédération de football de la RASD constitue "un événement marquant pour le peuple sahraoui et pour sa cause, qui est une cause de décolonisation", considérant qu'elle représente "un coup dur" porté à l'occupation marocaine.

Il a ajouté que la mise en place de cette instance s'inscrit dans le cadre de "la promotion de la diplomatie sportive sahraouie et de la formation de ses équipes nationales afin de les



représenter dans les compétitions internationales", appelant à s'inspirer de l'équipe du Front de libération nationale (FLN) qui avait contribué à faire entendre la voix de la cause algérienne durant la glorieuse Révolution de libération.

De son côté, le président de la Fédération de football de la RASD, Ahmed Baba Yahia Bouhabini, a qualifié cette annonce de "journée historique" pour la cause sahraouie et pour son peuple combattant, soulignant le rôle du sport dans le

parcours de lutte et dans la transmission du message du peuple sahraoui à la communauté internationale.

Il a également exprimé l'espoir que les efforts de la diplomatie sportive sahraouie aboutissent à "l'obtention d'une reconnaissance internationale de cette fédération et de son droit à participer aux compétitions continentales et internationales".

Pour sa part, Saïd Ayachi a salué cette initiative, soulignant qu'elle contribuera à soutenir la cause sahraouie et à faire connaître, à travers le monde, le combat de son peuple.

Pour rappel, la sélection sahraouie de football est arrivée mardi soir à Alger pour disputer un match de gala face à d'anciennes stars du football algérien, prévu vendredi prochain à 16h30 au stade Nelson-Mandela de Baraki.

La rencontre est organisée à l'initiative du CNAPS, à l'occasion du 50e anniversaire de la proclamation de la RASD.

RS

LIGUE 1 MOBILIS MC EL-BAYADH - ASO CHLEF : MALHEUR AU VAINCU

Pour la 3^e semaine consécutive, le championnat de Ligue 1 Mobilis de football sera amputé de quatre rencontres concernant les clubs algériens engagés dans les compétitions africaines interclubs de la CAF, lors de la 19^e journée prévue vendredi et samedi, dominée par le choc des relégables : MC El-Bayadh et ASO Chlef, alors que le CS Constantine s'offre une belle opportunité de consolider sa position de dauphin.

C'est la confrontation MC El-Bayadh - ASO Chlef qui attire l'attention générale, en raison de leur position au classement général. En effet, le MCEB (16^e - 11 pts) accueillera dans son antre l'ASO (13^e - 18 pts) dans un match à "six points" ouvert à toutes les probabilités.

Depuis quelques journées, les deux clubs ont enregistré un parcours diamétralement opposé. Le MCEB, auteur d'une phase aller calamiteuse (6 pts), reste sur une série toujours en cours de 4 matches sans défaite (2 victoires - 2 nuls), au moment où les Chélifiens marquent le pas en enregistrant 5 points en 4 matches (1 victoire - 2 nuls et 1 défaite).

La défaite concédée lors de la 18^e journée à domicile face à la JS Saoura (0-1) a compliqué la situation du club chélifien, au moment où le MCEB décrochait un précieux nul à Sétif (0-0). Une victoire de la lanterne rouge réduirait l'écart de 7 à 4 points entre les deux clubs en question, alors que la phase retour va entamer son dernier tiers de parcours.

L'autre match concernant le bas du tableau est programmé à Ouarqla, où le MB Rouissat (9^e - 23 pts) accueillera l'ES Mostaganem (15^e - 12 pts). Cette dernière est plus que jamais en

danger, en récoltant 4 petits points lors de ses 4 dernières sorties.

Se contentant d'un nul blanc (0-0) devant le MC Oran, l'Espérance sera dans l'obligation de rattraper les points perdus, cette fois à Ouarqla. Le MBR, battu chez lui dimanche dernier par le CS Constantine (1-2), aura besoin de points supplémentaires pour assurer son maintien.

En revanche, tout va pour le mieux pour le solide dauphin, le CSC (2^e - 29 pts), qui jouera au stade "Hamlaoui" face à son voisin, l'ES Sétif (12^e - 20 pts), dans le derby de l'Est.

Les Constantinois, qui ont surpris les promus du MBR, comptent poursuivre leur remontée et confirmer du coup leur victoire en quarts de finale de la Coupe d'Algérie face à l'ESS (2-1). L'Aigle noir, qui traverse une période difficile (4 points) lors de la phase retour, est plus que jamais proche de la zone de turbulences.

Le dernier match au programme de cette 19^e journée mettra face à face les clubs algériens du Paradou AC et de l'ES Ben-Aknoun. Les Pacistes (14^e - 16 pts) devront se méfier d'une excellente équipe de Ben-Aknoun (5^e - 24 pts), qui flirte avec le haut du tableau. Le PAC, actuellement relégable, compte toutefois deux matches en moins, mais devra rapidement amorcer son redressement pour améliorer son classement.

Cette 19^e journée sera tronquée de quatre rencontres concernant les clubs disputant la 6^e et dernière journée de la phase continentale des poules : JS Saoura/CR Belouizdad, USM Khencela/USM Alger, JS Kabylie/MC Oran et MC Alger/O. Akbou.

RS

FOOT / CAN 2027 TOURNÉE D'INSPECTION DE LA CAF EN TANZANIE, AU KENYA ET À L'UGANDA

Une équipe d'experts techniques désignée par la Confédération africaine de football (CAF) séjourne depuis quelques jours dans les trois pays hôtes qui accueilleront la prochaine édition de la Coupe d'Afrique des Nations : le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda, a indiqué mercredi soir l'instance dirigeante du football africain.

Les visites d'inspection par les experts techniques ont débuté cette semaine et se poursuivront jusqu'au mardi 17 février, la CAF appliquant ses normes de prestation strictes et de classe mondiale, ajoute l'instance dans un communiqué publié sur son site officiel. Celles-ci incluent des évaluations techniques portant sur les exigences des pelouses, ainsi que sur la sécurité, la sûreté et la préparation des infrastructures des principaux stades et lieux d'entraînement prévus pour le tournoi, précise la CAF. Les inspections de la CAF s'inscrivent dans une stratégie plus large visant à éléver les standards sur et en dehors du terrain dans tout le football africain. En établissant des critères cohérents et de classe mondiale en matière d'infrastructures, d'opérations et de gestion des sites, la CAF souhaite renforcer la réputation de la CAF Coupe d'Afrique des Nations comme l'un des tournois de football les plus prestigieux au monde. Les inspections de la CAF ont débuté à Dar Es Salaam, en Tanzanie, et se poursuivront avec des visites de sites à Arusha et Zanzibar. Le programme inclut le stade Benjamin Mkapa ainsi que plusieurs sites d'entraînement désignés. A Zanzibar, les experts de la CAF inspecteront également le stade Amaan et le stade Fumba, ce dernier ayant été prévu pour le tournoi par le Comité Local d'Organisation (LOC) de Tanzanie.

L'équipe de la CAF effectuera une série d'inspections à Nairobi, au Kenya. Le programme comprend les stades Kasarani, Nyayo et Talanta Sport, ainsi que des sites d'entraînement clés tels que le complexe sportif Ulinzi et l'Académie kenyane des sports.

Le programme d'inspection en Ouganda inclut Entebbe et Kampala, avec des visites au stade national Mandela et dans des sites d'entraînement désignés.

La CAF continuera à travailler étroitement avec les trois nations hôtes, leurs gouvernements et les structures du LOC afin de soutenir la planification de la livraison et de garantir que les préparatifs pour la Coupe d'Afrique des Nations Kenya, Ouganda, Tanzanie 2027 s'intensifient, conclut le communiqué de la CAF.

RS

TENNIS / TOURNOIS ITF (U14 - GARÇONS) L'ALGÉRIEN ADEM ALI MOUSSA REMporte LE TROPHÉE

Le joueur algérien Adem Ali Moussa a remporté le tournoi (grade 2) du Circuit Africain ITF/CAT des moins de 14 ans (U14), en s'imposant en finale face au marocain Mohamed Ali Laouija, en deux manches (6-2, 6-4), mercredi au Tennis Club de Bachdjara (Alger). Ce tournoi sera suivi d'un deuxième tournoi, classé en Grade 1, et qui se déroulera du 11 au 15 du même mois. Les deux tournois regroupent quelques quatre-vingt-huit tennismen (44 Garçons et 44 Filles). Ces deux rendez-vous, initialement programmés du 25 janvier au 1er février 2026, ont été reportés par la Confédération africaine de tennis (CAT) en raison des fortes pluies ayant affecté le pays lors de cette période et des prévisions météorologiques défavorables.

Ces deux étapes du Circuit africain ITF/CAT des 14 ans et moins "garçons et filles" permettront aux participants (es) de gagner des points au classement africain de la catégorie.

RS

T
W
R
U
T
Z

Escales sur le Web



Internet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ouguelmim

LA MAISON SANS TOIT

Dans un village entouré de collines rouges vivait Kémo, un jeune homme vif d'esprit et fort de corps.

Tout le monde admirait son intelligence. Il comprenait vite, parlait bien, et ses mains savaient tout faire.

Mais Kémo avait un défaut : il détestait les règles.

Se lever tôt ? Trop contraignant.

S'entraîner chaque jour ? Inutile selon lui.

Écouter les conseils des anciens ? Une perte de temps.

Un jour, le chef du village annonça la construction d'une grande maison communautaire.

Chacun devait participer. Kémo bâtit les fondations les plus solides et des murs impeccables. Les villageois l'applaudirent.

Quand vint le moment de poser le toit, Kémo déclara :

— « Le toit viendra plus tard. L'important, c'est ce que l'on voit. »

Les saisons passèrent.

La pluie arriva.

Le vent souffla.

La maison sans toit fut la première à être abîmée.



L'eau rongea les murs, le vent fragilisa les fondations, et bientôt, ce qui semblait solide commença à s'effondrer.

Les anciens appellèrent Kémo et lui dirent calmement :

— « Le toit, c'est la discipline.

La maison devint la plus résistante du village.

Et Kémo devint un homme respecté, non pour son talent seul, mais pour sa maîtrise de lui-même.

Morale :

Une jeunesse sans discipline ressemble à une maison sans toit.

Les talents sont les fondations, l'intelligence érige les murs, mais la discipline est ce qui protège l'ensemble.

Sans elle, le potentiel reste exposé : aux mauvaises fréquentations, aux décisions hâtives, à la perte de temps et à l'indiscipline intérieure.

La discipline n'étoffe pas la liberté ; elle la structure.

C'est elle qui transforme une promesse fragile en avenir solide.

Publié par Gilles Nya sur sa page Facebook, le 10 février 2026

LE JOUR OÙ LE VILLAGE FAILLIT S'ARRÊTER

Dans un village posé entre la savane et la rivière, il existait une règle non écrite : le village ne dort jamais en même temps.

Car pendant que certains se reposent, d'autres portent le monde.

Un matin pourtant, quelque chose changea.

Les hommes s'étaient rassemblés sous le grand arbre.

Ils parlaient de routes, de récoltes, de décisions importantes.

Ils parlaient fort.

Ils parlaient longtemps.

Mais ce matin-là, les femmes ne faisaient pas leur bruit habituel.

Le feu n'était pas allumé à l'heure.

Les enfants tardaient à sortir des maisons.

Les calebasses d'eau restaient vides.

Le champ semblait attendre quelqu'un.

— « Que se passe-t-il ? » demanda un ancien.

Personne ne répondit.

Les femmes étaient là, pourtant.

Assises à l'ombre, silencieuses.

Pas en colère.

Pas en révolte.

Simplement immobiles.

Alors le village commença à ralentir.

Les enfants eurent faim.

Les anciens eurent soif.

Les hommes, maladroits, cherchèrent le feu sans le trouver.

Les disputes éclatèrent pour des choses minuscules.

Même le soleil semblait brûler plus fort.

À la mi-journée, un jeune garçon nommé Nalya observa sa grand-mère.

Elle était assise, les mains sur les genoux.

Pour la première fois, elle ne faisait rien.

— « Grand-mère, pourquoi ne travailles-tu pas ? » demanda-t-il.

Elle sourit doucement.

— « Aujourd'hui, le village doit apprendre à voir ce qu'il ne regarde jamais. »

À la tombée de la nuit, le chef du village s'avança vers les femmes.

— « Sans vous, le village s'effondre. »

Une vieille femme répondit calmement :

— « Il ne s'effondre pas.

Il révèle seulement sur quoi il reposait. »

Ce soir-là, les femmes se levèrent.



Le feu fut rallumé.

La nourriture préparée.

Les enfants rassurés.

Mais le village, lui, n'oublia plus jamais.

Depuis ce jour, on enseigne aux enfants cette vérité : le village tient debout grâce à ceux qui ne font pas de bruit.

Morale:

Dans mon village, les femmes ne font pas de bruit quand elles portent le monde.

Elles ne crient pas leur fatigue.

Elles ne réclament pas toujours des applaudissements.

Elles tiennent la maison, l'enfant, la mémoire, la dignité...

souvent en silence.

Mais que ce silence ne trompe personne : ce n'est pas de la faiblesse, c'est de la profondeur.

Un monde qui avance sans reconnaître les femmes avance avec une jambe invisible blessée.

Un foyer qui oublie la femme oublie la source de sa stabilité.

Respecter la femme, ce n'est pas un slogan moderne, c'est une loi ancienne de survie.

Publié par Gilles Nya sur sa page Facebook, le 11 février 2026

UN HOMME DIGNE

Il était une fois, dans un village lointain, un homme qui revenait d'un long voyage. Fatigué et affamé, il se mit à l'ombre du pommier d'un verger qui ne lui appartenait pas. Il mangea une pomme et s'endormit avant de reprendre sa route. Arrivé chez lui, quelques jours plus tard, il fut pris de remords et se dit que, quelque part, il avait volé cette pomme puisqu'il n'avait demandé la permission à personne avant de la cueillir. Il décida alors de se rendre à ce verger, d'en retrouver le propriétaire, de s'excuser et demander pardon et même de le dédommager s'il le fallait.

Après quelques jours de marche, il arriva enfin sur les lieux de son délit où un homme se tenait. Il lui raconta toute la vérité et avant de se s'excuser, son interlocuteur l'interrompit en lui annonçant qu'il n'était pas concerné, puisque ce jour-là il n'était pas encore propriétaire du verger et qu'il fallait trouver son prédécesseur pour lui présenter ses excuses, car les pommes étaient sa propriété, à ce moment.

Muni de quelques indications, l'homme se lança à la recherche du jardinier et le trouva après quelques péripéties. Après l'avoir salué, il lui expose l'objet de sa visite : — Je viens te demander de me pardonner d'avoir touché à ton bien sans que tu m'y autorises. A l'égard de Dieu, c'est un vol. Comment me racheter ?

— Tu as traversé tout cet espace et perdu tout ce temps pour que je te pardonne d'avoir subtilisé une pomme ? demanda le jardinier intrigué.

— Oui, et je tiens à réparer. — Vraiment ? insista l'hôte qui lui avait tout de même réservé un bon accueil. Comme l'homme était déterminé, le jardinier lui exposa les conditions : — J'ai une fille en âge de se marier mais personne n'en veut puisqu'elle est handicapée : elle est sourde, muette, aveugle et paralysée. Je m'en occupe depuis sa naissance et je suis fatigué. Prends-la pour épouse et tu seras pardonné.

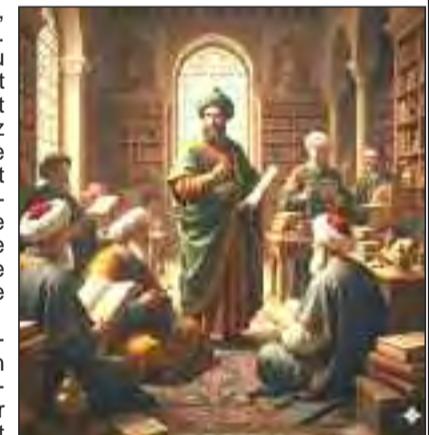
Bien que surpris, l'homme accepta le sacrifice puisque c'était le seul moyen d'obtenir le pardon recherché. Le père fit venir le cadi (juge) pour concrétiser l'union et les noces furent célébrées le jour même. C'est le lendemain que l'homme devait repartir avec sa femme handicapée. Mais ce soir-là, selon la coutume, le mari devait rejoindre la mariée dans la chambre nuptiale. Lorsqu'il fut introduit auprès d'elle, elle était installée, recouverte de voilage, assise sur le lit conjugal. L'homme prit place près d'elle et lui dit d'une voix calme et sereine :

— Je suis ton mari, je sais que tu ne pourras pas m'entendre ni me voir, ni te lever pour m'accueillir, mais je te promets d'être un bon époux, de t'aimer et de te protéger. J'ai donné ma parole à ton père qui m'a pardonné. Lui ne sera pas là, certes, mais Dieu m'observe tout comme il l'a fait lorsque j'ai pris la pomme sans demander.

Après avoir ainsi parlé, il souleva doucement le voile. La main suspendue, il demeura figé. Un magnifique visage lui souriait, d'immenses yeux ouverts le regardaient avec amour et une douce voix lui répondit :

— Je suis ton épouse. Mon père voulait pour moi un homme digne. Il t'a éprouvé en inventant que j'étais affublée de tares. Je sais à présent qu'il m'a choisi le meilleur des maris.

Publié par Mustapha Amrani sur sa page Facebook, le 10 février 2026



ENTRE NOUS



Horaires des prières

| | | | | |
|-------|-------|-------|---------|-------|
| Fajr | Dohr | Asr | Maghreb | Isha |
| 06:05 | 13:02 | 16:02 | 18:26 | 19:50 |

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

MISE EN ÉCHEC DE TENTATIVES D'INTRODUCTION DE PRÈS DE 11 QUINTAUX DE KIF TRAITÉ VIA LES FRONTIÈRES AVEC LE MAROC

Des tentatives d'introduction de près de 11 quintaux de kif traité via les frontières avec le Maroc ont été mises en échec, lors d'opérations exécutées par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP), en coordination avec les différents services de sécurité, durant la période allant du 4 au 10 février en cours, indique, mercredi, un bilan opérationnel de l'ANP.

"Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte anti-terroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'Armée nationale populaire ont exécuté, durant la période allant du 4 au 10 février 2026, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et

la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national", précise la même source.

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et "en continuité des efforts déployés afin de contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité, lors d'opérations exécutées à travers les Régions militaires, 26 narcotrafiants et mis en échec des tentatives d'introduction de 10



quintaux et 98 kilogrammes de kif traité provenant des frontières avec le Maroc, alors que 2.284.797 comprimés psycho-

tropes ont été saisis".

A Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Salah, In Guezzam et Djanet, "des détachements de l'ANP ont arrêté 259 individus et saisi 32 véhicules, 188 groupes électrogènes, 111 marteaux-piqueurs, ainsi que des quantités de mélange d'or brut et de pierres et d'équipements utilisés dans des opérations d'orpailage illicite", ajoute le communiqué, relevant que "11 autres individus ont été appréhendés et 1 fusil mitrailleur de type FMPK, 2 pistolets mitraillateurs de type Kalachnikov, 1 pistolet automatique, 9 fusils de chasse et 24.500 litres de carburants destinés à la contrebande ont été saisis, et ce, lors d'opérations distinctes".

R.A

EN MARGE DES TRAVAUX DU CONSEIL EXÉCUTIF DE L'UNION AFRICAINE ATTAF S'ENTRETIENT À ADDIS-ABEBA AVEC PLUSIEURS DE SES HOMOLOGUES

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a tenu, mercredi à Addis-Abeba, des entretiens bilatéraux avec le ministre des Affaires étrangères et du Commerce international de la République du Zimbabwe, pays frère, M. Amon Murwira, en marge de sa participation aux travaux du Conseil exécutif de l'Union africaine (UA), a indiqué

un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre, les deux parties ont "examiné les moyens de développer les relations d'amitié et de coopération unissant l'Algérie et le Zimbabwe, à la lumière des importantes décisions prises par les présidents des deux pays lors de leurs entretiens à Alger en juillet dernier", a précisé la même source.

Les deux ministres ont également discuté des "perspectives de poursuite de la coordination bilatérale au niveau africain, au service des questions de sécu-

rité, de développement et d'intégration au sein du continent", conclut le communiqué.

R.A

IL A RENCONTRÉ ÉGALEMENT SON HOMOLOGUE TUNISIEN...

- Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a eu, mercredi à Addis-Abeba, des entretiens bilatéraux avec le ministre des Affaires étrangères, de la Migration et des Tunisiens à l'étranger de la République tunisienne, pays frère, M. Mohamed Ali Nafti, en marge de sa participation aux travaux du Conseil exécutif de l'Union africaine (UA), indique un communiqué du ministère.

A cette occasion, les deux ministres ont "examiné, de manière concertée et coordonnée, les principales questions et dossiers inscrits à l'ordre du jour du Conseil exécutif", précise la même source.

La rencontre a également été l'occasion de "passer en revue les efforts conjoints visant à donner effet aux importantes conclusions de la 23e session de la Grande commission mixte algéro-tunisienne, en vue de promouvoir le partenariat bilatéral au niveau des objectifs ambitieux tracés par les dirigeants des deux pays, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et son frère, le président Kaïs Saïed", ajoute le communiqué.

R.A

... SON HOMOLOGUE SUD-AFRICAIN...

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a eu, mercredi à Addis-Abeba, des entretiens bilatéraux avec le ministre des Relations internationales et de la Coopération de la République d'Afrique du Sud, pays frère, M. Ronald Lamola, en marge de sa participation aux travaux du Conseil exécutif de l'Union africaine (UA), indique un communiqué du ministère.

Lors de ces entretiens, les deux parties ont "échangé les vues et les analyses sur les principaux défis auxquels est confronté le continent africain et examiné les moyens de renforcer la coordination à leur sujet au niveau de l'Union africaine", précise le communiqué.

Les deux ministres ont également discuté des "perspectives de consolidation des relations d'amitié et de coopération traditionnelles unissant les deux parties, conformément aux orientations des présidents des deux pays frères", ajoute la même source.

R.A

... ET AVEC SON HOMOLOGUE NIGÉRIAN

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a eu, mercredi à Addis-Abeba, des entretiens bilatéraux avec le ministre des Affaires étrangères de la République fédérale du Nigeria, pays frère, Yusuf Maitama Tuggar, en marge de sa participation aux travaux du Conseil exécutif de l'Union africaine (UA), indique un communiqué du ministère.

"La rencontre a permis de passer en revue la situation prévalant dans la région sahélienne et les perspectives de poursuite des efforts conjoints en vue de renforcer le développement dans cet espace commun, notamment dans le cadre de la concrétisation des projets structurants favorisant l'intégration", précise le communiqué.

Les deux ministres ont également évoqué les relations bilatérales privilégiées unissant les deux pays et les perspectives de leur dynamisation, ajoute la même source.

R.A

ALGÉRIE-UE

TENUE CE JEUDI À ALGER DE LA 6^e RÉUNION ANNUELLE DE HAUT NIVEAU DU DIALOGUE

La 6^e réunion annuelle de haut niveau du dialogue énergétique entre l'Algérie et l'Union européenne (UE) se tiendra, jeudi à Alger, dans le but d'évaluer la coopération dans le domaine énergétique et d'examiner les moyens de son développement, indique un communiqué du ministère de l'Energie et des Energies renouvelables.

Cette réunion sera coprésidée par le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal, et le commissaire européen à l'Energie et au Logement, Dan Jorgensen, précise la même source.

Cette réunion "intervient dans le cadre des mécanismes de dialogue instaurés par le partenariat stratégique entre l'Algérie et l'UE dans le domaine de l'énergie, afin d'examiner l'ensemble des questions d'inté-

rêt commun et d'évaluer les progrès réalisés en matière de coopération dans le domaine de l'énergie depuis la dernière réunion, tenue les 4 et 5 octobre 2023 à Bruxelles, notamment en matière d'approvisionnement de l'Europe en gaz naturel, de raccordement électrique, d'énergies renouvelables, de développement de l'hydrogène et d'efficacité énergétique", ajoute le communiqué.

Le ministère a, par ailleurs, souligné que cette réunion s'inscrit également dans le cadre de la mise en œuvre du mémorandum d'entente sur le partenariat stratégique entre l'Algérie et l'UE dans le domaine de l'énergie, signé à Alger en 2013, et qui vise à développer et à renforcer les relations dans le domaine de l'énergie, tout en respectant l'équilibre des intérêts entre les deux parties.

R.A